

**DEPARTEMENT  
du NORD  
ARRONDISSEMENT  
de LILLE**

**VILLE DE LILLE  
COMMUNE ASSOCIEE DE LOMME**

**COMMISSION ADMINISTRATIVE  
DE LA SECTION LOMMOISE  
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**

**SEANCE  
Du 01 avril 2025**

L'an deux-mille-vingt-cinq, le 1<sup>er</sup> avril à 14h00, la Commission Administrative de la Section Lommoise du Centre d'Action Sociale s'est réunie sous la Présidence de Madame Claudie LEFEBVRE, Vice-Présidente du CCAS de Lomme,

Etaient présents : Mme Claudie LEFEBVRE, M. Alain GRILLET, M. Jacques SURRANS, M. Jean-Pierre STAELENS.

Etaient excusés : M. Arnaud MARCHAND, Mme Marie-Christine STANIEC-WAVRANT, Mme Justine RATELADE, Mme Khadidiatou VENIAT, Monsieur Olivier CAREMELLE Président du C.C.A.S de Lomme.

**2025/11 : Budget primitif 2025 – C.C.A.S. de Lomme – Budget principal**

Conformément à la loi du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRé), le Rapport d'Orientations Budgétaires 2024 de la section lommoise du CCAS de Lille a été présenté et débattu lors du conseil d'administration du 7 mars 2025.

Le budget primitif 2025 du budget principal du CCAS de Lomme repose sur les données financières suivantes :

En fonctionnement, le budget primitif s'équilibre à 2 163 875€, contre 1 839 143€ en 2024 (+18%).

Ce budget primitif est essentiellement construit autour de la subvention de la ville de Lomme, d'un montant de 1 633 000€, inscrite au budget primitif de cette dernière (contre 1 413 100€ en 2024).

L'affectation du résultat de fonctionnement au budget supplémentaire permettra d'ajuster ou de compléter l'estimation des besoins sur l'ensemble de l'année.

Le montant de la masse salariale est en augmentation par rapport à 2024, d'un montant de 1 263 695€ (contre 950 000€ en 2024). Cette hausse correspond en partie à l'intégration du personnel sur une année complète des Maisons des Solidarités, part compensée par l'augmentation de la subvention de la Ville pour 220k€ ; ainsi que par la création du poste de chargé de mission pour le suivi du Plan de Justice Sociale.

Elle intègre également une hausse liée aux évolutions réglementaires (dont l'augmentation du SMIC au 1<sup>er</sup> novembre 2024, augmentation de la contribution patronale à la CNRACL) et aux décisions locales de soutien au personnel du CCAS : revalorisation du régime indemnitaire et mise en place d'une participation pour les contrats de prévoyance labellisés.

Le budget consacré à l'administration générale du CCAS a été revu à la baisse par rapport à 2024, et s'établit à un montant de 89 920€ (contre 131 405€ en 2024). Cette inscription au budget comporte les dépenses faisant déjà l'objet d'un engagement, et notamment :

- le loyer et les charges du nouveau bâtiment, pour la part du service Action sociale et des charges mutualisées avec le SSIAD (56% du total, soit 34 020€) ;
- les charges d'assurances, en forte augmentation en raison d'un nouveau marché (13 900€ contre 4 000€ en 2024) ;
- les cotisations d'adhésion à l'UDCCAS et l'UNCCAS confirmées par délibérations.

L'affectation du résultat au budget principal permettra d'ajuster la marge de manœuvre pour de nouvelles dépenses d'ordre général.

Les opérations en faveur des seniors restent aussi un axe central de la politique du CCAS :

- par le service de portage de repas à domicile (290 400€, pour des recettes estimées à 255 000€), en augmentation du fait de l'évolution des coûts des repas et de la livraison ;
- Par le service des animations pour les personnes âgées (162 910€, pour 47 000€ de recettes) ; l'évolution du budget en dépenses (+20%) s'explique notamment par une prévision de transports plus nombreux et par la hausse du coût et du nombre de colis de Noël distribués en fin d'année.

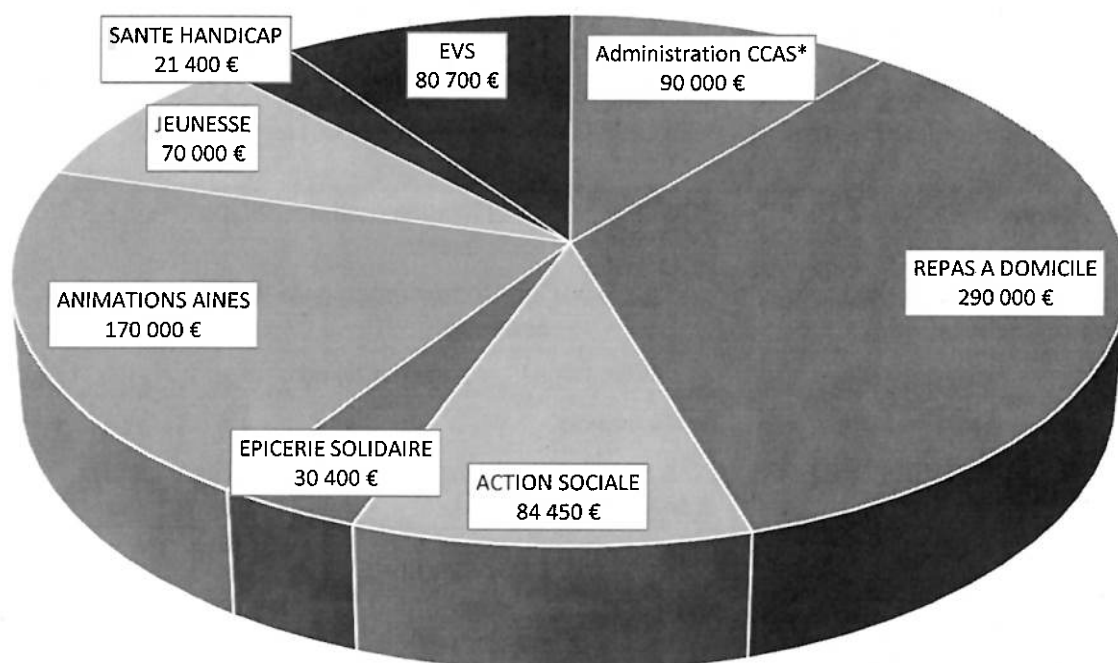
Le budget dédié spécifiquement à l'action sociale s'élève à 206 250€ (hors masse salariale) en dépenses et 113 175€ en recettes, et s'articule autour des actions :

- de l'épicerie solidaire (30 400€) ;
- des actions en faveur de la santé et du handicap (21 400€) ;
- des aides et activités pour la jeunesse (70 000€ dont 18 000€ d'aides directes),
- des charges du logement d'urgence (6 400€) ;
- du soutien apporté dans le cadre des secours d'urgence et des chèques personnalisés d'accompagnement (71 200€).

Ce budget est notamment financé par les aides dans le cadre du PLIE.

Enfin, après une première année de fonctionnement dont le bilan s'avère très positif, le budget de l'Espace de Vie sociale a été réajusté en fonction de ses réalisations et des recettes prévues, et se monte donc à 80 700€ en dépenses et 65 500€ en recettes (dont 39 300€ de participations de la Caisse d'Allocations familiales et hors la part de subvention de la Ville).

### Répartition des dépenses réelles de fonctionnement (hors masse salariale) par politique /service



En investissement, le budget s'équilibre à 135 000€. Il prévoit la fin du remboursement à la Ville des travaux d'aménagement du nouveau local qui héberge le service de soins à domicile et le service Action Sociale, compensé par une subvention de la ville. A noter que la première partie de celui-ci ainsi que les dépenses de mobilier et d'équipement ont fait l'objet de restes à réaliser qui seront repris au budget supplémentaire, pour un montant total de 132 929,68€.

Il est demandé au Conseil d'Administration de bien vouloir :

- ♦ **ADOPTER** le budget primitif du budget principal du C.C.A.S de Lomme pour l'exercice 2025, qui s'équilibre de la façon suivante :

**Section de fonctionnement :**

Dépenses		Recettes	
Chapitre	Montant	Chapitre	Montant
011 - Charges à caractère général	723 980,00	70 - Produits des services	312 600,00
012 - Charges de personnel	1 263 695,00	74 - Dotations, subventions et participations	1 851 075,00
65 - Autres charges de gestion courante (dt subventions)	103 200,00	75 - Autres produits de gestion courante	200,00
67 - Charges exceptionnelles	3 000,00	013 – Atténuation de charges	0,00
042 - Dotations aux amortissements	70 000,00		
<b>TOTAL</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>TOTAL</b>	<b>2 163 875,00</b>

**Section d'investissement :**

Dépenses		Recettes	
Chapitre	Montant	Chapitre	Montant
21 - Immobilisations corporelles	135 000,00	13 – Subventions d'investissement	65 000,00
23 – Immobilisations en cours		040 - Dotations aux amortissements	70 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>135 000,00</b>	<b>TOTAL</b>	<b>135 000,00</b>

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

**Fait et délibéré, les jours, mois et an ci-dessus**

 **Olivier CAREMELLE**  
**Maire de LOMME**  
**Président du C.C.A.S.**  
**Conseiller Départemental du Nord**

Publié le : **14 AVR. 2025**  
Réception en Préfecture le

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LOMME**  
**BUDGET PRINCIPAL DU CCAS**  
**BUDGET PRIMITIF 2025**

PRESENTATION PAR NIVEAU DE VOTE (CHAPITRE)

DEPENSES				RECETTES			
CHAPITRES	BP 2024	B TOTAL	BP 2025	CHAPITRES	BP 2024	B TOTAL	BP 2025
011 Charges à caractère général	621 193,00 €	735 144,01 €	723 980,00 €	013 Atténuation de charges	- €	- €	
012 Charges de personnel et frais assimilés	950 000,00 €	1 830 000,00 €	1 263 695,00 €	Produits des services, du domaine et ventes diverses	299 300,00 €	299 300,00 €	312 600,00 €
65 Autres charges de gestion courante	179 950,00 €	650 150,00 €	103 200,00 €	74 Dotations et participations	1 539 843,00 €	2 089 843,00 €	1 851 075,00 €
66 Charges financières	1 000,00 €	1 000,00 €	- €	75 Autres produits de gestion courante	- €	114 000,00 €	200,00 €
67 Charges exceptionnelles	27 000,00 €	216 000,00 €	3 000,00 €	77 Produits exceptionnels	- €	- €	- €
68		1 034 000,00 €		<i>ss total RRF</i>	1 839 143,00 €	2 503 143,00 €	2 163 875,00 €
<i>ss total DRF</i>	1 779 143,00 €	4 466 294,01 €	2 093 875,00 €	042 Ordres de transfert entre sections	- €	1 000,00 €	
023 Virement à la section d'investissement		36 000,00 €		<i>Ss total ROF</i>	- €	1 000,00 €	
042 Ordres de transfert entre sections	60 000,00 €	90 000,00 €	70 000,00 €	002 Résultat de fonctionnement reporté	- €	2 088 151,01 €	
<i>Ss total DOF</i>	60 000,00 €	126 000,00 €	70 000,00 €	<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	1 839 143,00 €	4 592 294,01 €	2 163 875,00 €
002 Résultat de fonctionnement reporté	- €			13 Subventions d'investissement		56 590,00 €	
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	1 839 143,00 €	4 592 294,01 €	2 163 875,00 €	20 Immobilisations incorporelles	8 000,00 €	8 000,00 €	
13 Subventions d'investissement		56 590,00 €		21 Immobilisations corporelles	82 000,00 €	395 286,68 €	135 000,00 €
20 Immobilisations incorporelles	8 000,00 €	8 000,00 €		23 Immobilisations en cours	242 000,00 €	45 000,00 €	
21 Immobilisations corporelles	82 000,00 €	395 286,68 €	135 000,00 €	27 Autres immobilisations financières		8 085,00 €	
23 Immobilisations en cours	242 000,00 €	45 000,00 €		<i>ss total DRI</i>	332 000,00 €	512 961,68 €	135 000,00 €
27 Autres immobilisations financières		8 085,00 €		040 ordre de transfert entre sections	- €	1 000,00 €	
<i>ss total DRI</i>	332 000,00 €	512 961,68 €	135 000,00 €	<i>ss total DOI</i>		1 000,00 €	
040 ordre de transfert entre sections	- €	1 000,00 €		001 Résultat d'investissement reporté	- €		
<i>ss total DOI</i>		1 000,00 €		<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	332 000,00 €	513 961,68 €	135 000,00 €
001 Résultat d'investissement reporté	- €			024 Produit des cessions	20 000,00 €	20 000,00 €	
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	332 000,00 €	513 961,68 €	135 000,00 €	10 Dotations et fonds divers	2 000,00 €	2 000,00 €	
				13 Subventions d'investissement	250 000,00 €	273 590,00 €	65 000,00 €
				<i>ss total RRI</i>	272 000,00 €	295 590,00 €	65 000,00 €
				021 Virement de la section de fonct.		36 000,00 €	
				040 ordre de transfert entre sections	60 000,00 €	90 000,00 €	70 000,00 €
				<i>ss total ROI</i>	60 000,00 €	126 000,00 €	70 000,00 €
				001 Résultat d'investissement reporté	- €	92 371,68 €	- €
				<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	332 000,00 €	513 961,68 €	135 000,00 €

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LOMME**  
**BUDGET PRINCIPAL DU CCAS**  
**BUDGET PRIMITIF 2025**

PRESENTATION PAR POLITIQUES PUBLIQUES

DEPENSES				RECETTES			
OPERATIONS	BP 2024	B TOTAL	BP 2025	OPERATIONS	BP 2024	B TOTAL	BP 2025
Administration du CCAS	158 405,00 €	868 518,85 €	89 920,00 €	Administration du CCAS	1 413 100,00 €	2 077 100,00 €	1 633 200,00 €
Action Sociale	76 166,00 €	88 441,00 €	84 450,00 €	Action Sociale	58 800,00 €	58 800,00 €	113 175,00 €
Epicerie solidaire	22 500,00 €	30 500,00 €	30 400,00 €	Epicerie solidaire	50 171,00 €	50 171,00 €	50 000,00 €
Santé	17 400,00 €	18 152,59 €	21 400,00 €	Santé	- €	- €	- €
Jeunesse	45 000,00 €	45 038,42 €	70 000,00 €	Jeunesse	- €	- €	- €
Animation personnes âgées	136 200,00 €	163 225,00 €	162 910,00 €	Animation personnes âgées	45 300,00 €	45 300,00 €	47 000,00 €
Repas à domicile	270 600,00 €	288 086,26 €	290 400,00 €	Repas à domicile	249 500,00 €	249 500,00 €	255 000,00 €
EVS	102 872,00 €	94 080,99 €	80 700,00 €	EVS	22 272,00 €	22 272,00 €	65 500,00 €
CCAS Traitement	950 000,00 €	1 836 243,00 €	1 263 695,00 €	CCAS Traitement	- €	- €	- €
Amortissements et provisions	60 000,00 €	1 124 000,00 €	70 000,00 €	Amortissements et provisions	1 000,00 €	1 000,00 €	- €
Virement à section d'investissement	- €	36 000,00 €	- €	Résultat reporté	- €	2 088 151,01 €	- €
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 839 143,00 €</b>	<b>4 592 286,11 €</b>	<b>2 163 875,00 €</b>	<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 839 143,00 €</b>	<b>4 592 294,01 €</b>	<b>2 163 875,00 €</b>
Investissement Administration	332 000,00 €	467 961,68 €	135 000,00 €	Investissement Administration	272 000,00 €	295 590,00 €	65 000,00 €
Investissement Jeunesse	- €	45 000,00 €	- €	Amortissements et provisions	60 000,00 €	90 000,00 €	70 000,00 €
				Virement de la section de fonctionnement	- €	36 000,00 €	- €
				Résultat reporté	- €	92 371,68 €	- €
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>332 000,00 €</b>	<b>512 961,68 €</b>	<b>135 000,00 €</b>	<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>332 000,00 €</b>	<b>513 961,68 €</b>	<b>135 000,00 €</b>

**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LOMME**  
**BUDGET PRINCIPAL DU CCAS**  
**BUDGET PRIMITIF 2025**

PRESENTATION PAR POLITIUE PUBLIQUE - DETAIL

		OPERATION		COMPTE			PROPOSITION BP 2025
LIBELLE	LIBELLE	CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE		
ADMINISTRATION DU CCAS	CCAS	011	020	60622	CARBURANTS		9 500,00 €
		011	020	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES		6 500,00 €
		011	020	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES		25 620,00 €
		011	020	614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE		8 400,00 €
		011	020	6156	MAINTENANCE		2 750,00 €
		011	020	6161	PRIMES D ASSURANCES MUTIRISQUES		1 450,00 €
		011	020	6162	ASSURANCE OBLIGATOIRE DOMMAGE CONSTRUCTION		12 450,00 €
		011	020	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE		250,00 €
		011	020	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS		7 000,00 €
		011	020	6281	CONCOURS DIVERS COTISATIONS		3 000,00 €
		65	020	657382	SUBV DE FONCTIONNEMENT AUX ORGNISMES PUBLICS DIVERS		9 000,00 €
		65	020	65888	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		1 000,00 €
		67	020	673	ANNULATIONS TITRES SUR EXERCICES ANTERIEURS		3 000,00 €
		042	020	6811	DOTATIONS AUX AMMORTISSEMENTS		70 000,00 €
		Sous total Opération 1 CCAS					159 920,00 €
ACTION SOCIALE	ACTION SOCIALE	011	424	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES		1 400,00 €
		011	424	614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE		5 000,00 €
		011	424	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION		2 000,00 €
		011	424	6234	RECEPTIONS		500,00 €
		011	424	6245	TRANSPORTS DE PERSONNES EXTERIEURES A LA COLLECTIVITE		350,00 €
		65	424	65133	SECOURS D'URGENCE		1 200,00 €
		65	424	6568	AUTRES PARTICIPATIONS		70 000,00 €
		Sous total Opération 3 Action Sociale					80 450,00 €
	PRECARITE	65	428	65748	SUBVENTIONS DE FONCT AUX AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE		4 000,00 €
	ENERGETIQUE	Sous total Opération PRECARITE ENERGETIQUE					4 000,00 €



	EPICERIE SOLIDAIRE	011	424	60623	ALIMENTATION	18 000,00 €
		011	424	60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	1 500,00 €
		011	424	60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	2 000,00 €
		011	424	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	500,00 €
		011	424	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	600,00 €
		011	424	6281	CONCOURS DIVERS COTISATIONS	1 800,00 €
		011	424	6288	DIVERS AUTRES	6 000,00 €
	Sous total Opération 10 Epicerie solidaire					30 400,00 €
	SANTE HANDICAP	011	412	60623	ALIMENTATION	3 400,00 €
		011	412	62268	HONORAIRES	18 000,00 €
	Sous total Opération 13 SANTE HANDICAP					21 400,00 €
	JEUNESSE	011	4214	6042	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICE	24 000,00 €
		011	4214	60623	ALIMENTATION	5 000,00 €
		011	4214	60631	FOURNITURES D'ACTIVITES	1 000,00 €
		011	4214	61351	LOCATION MATERIEL ROULANT	2 000,00 €
		011	4214	61558	ENTRETIEN REPARATION AUTRES BIENS MOBILIERES	1 000,00 €
		011	4214	6245	TRANSPORTS DE PERSONNES EXTERIEURES A LA COLLECTIVITE	8 000,00 €
		011	4214	6228	REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES	7 000,00 €
		011	4214	6288	AUTRES SERVICES EXT	4 000,00 €
		065	4214	6568	AUTRES PARTICIPATIONS	18 000,00 €
	Sous total Opération 23 JEUNESSE					70 000,00 €
MAISONS DES SENIORS	ANIMATIONS PERSONNES AGEES	011	4238	60623	ALIMENTATION	62 000,00 €
		011	4238	60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	7 500,00 €
		011	4238	6156	MAINTENANCE	200,00 €
		011	4238	6188	AUTRES FRAIS DIVERS	2 000,00 €
		011	4238	6228	REMUNERATIONS DIVERS	16 000,00 €
		011	4238	6232	FETES ET CEREMONIES	2 000,00 €
		011	4238	6245	TRANSPORTS DE PERSONNES EXTERIEURES A LA COLLECTIVITE	12 000,00 €
		011	4238	6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	150,00 €
		011	4238	627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	60,00 €
		011	4238	6288	AUTRES SERVICES EXT	60 000,00 €
		011	4238	6378	AUTRES IMPOTS TAXE ET VERSEMENT ASSIMILES AUTRES ORGANISMES	1 000,00 €
	Sous total Opération 4 Animation personnes âgées					162 910,00 €
	REPAS A DOMICILE	011	4238	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	100,00 €
		011	4238	60636	HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL	200,00 €
		011	4238	61351	LOCATIONS MOBILIERES	42 100,00 €
		011	4238	6288	PRESTATIONS DE SERVICE	248 000,00 €
	Sous total Opération 16 REPAS A DOMICILE					290 400,00 €



EVS	FONCTIONNEMENT GENERAL	011	428	6042	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICE	1 000,00 €
		011	428	60623	ALIMENTATION	4 000,00 €
		011	428	60632	FOURN PETIT EQUIPEMENT	1 800,00 €
		011	428	6068	AUTRES FOURNITURES	4 000,00 €
		011	428	6228	REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES	16 000,00 €
		011	428	6245	TRANSPORTS DE PERSONNES	2 000,00 €
		011	428	6288	AUTRES SERVICES EXT	2 500,00 €
	Sous total Opération 9 EVS FONCT GENERAL					31 300,00 €
	TRANSITIONS	011	428	60623	ALIMENTATION	500,00 €
		011	428	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	800,00 €
		011	428	6068	AUTRES FOURNITURES	2 000,00 €
		011	428	6228	REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES	2 000,00 €
		011	428	6288	AUTRES SERVICES EXT	1 000,00 €
	Sous total Opération 8 TRANSITIONS					6 300,00 €
	JEUNESSE	011	428	60623	ALIMENTATION	3 000,00 €
		011	428	60632	FOURN PETIT EQUIPEMENT	3 000,00 €
		011	428	6068	AUTRES FOURNITURES	2 000,00 €
		011	428	6228	REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES	5 000,00 €
		011	428	6245	TRANSPORTS DE PERSONNES	8 000,00 €
		011	428	6288	AUTRES SERVICES EXT	9 000,00 €
	Sous total Opération 11 JEUNESSE					30 000,00 €
	SOLIDARITE	011	428	60623	ALIMENTATION	1 000,00 €
		011	428	60632	FOURN PETIT EQUIPEMENT	100,00 €
		011	428	6068	AUTRES FOURNITURES	1 000,00 €
		011	428	6228	REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES	4 000,00 €
		011	428	6245	TRANSPORTS DE PERSONNES EXTERIEURES A LA COLLECTIVITE	500,00 €
		011	428	6288	AUTRES SERVICES EXT	1 000,00 €
	Sous total Opération 6 SOLIDARITE					7 600,00 €
	CITOYENNETE	011	428	60623	ALIMENTATION	500,00 €
		011	428	60632	FOURN PETIT EQUIPEMENT	1 000,00 €
		011	428	6068	AUTRES FOURNITURES	2 000,00 €
		011	428	6228	REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES	1 000,00 €
		011	428	6245	TRANSPORTS DE PERSONNES	500,00 €
		011	428	6288	AUTRES SERVICES EXT	500,00 €
	Sous total Opération 2 CITOYENNETE					5 500,00 €

CHARGES DE PERSONNEL	CCAS TRAITEMENT	012	020	6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	220 000,00 €
		012	020	6331	VERSEMENT MOBILITE	10 000,00 €
		012	020	6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	2 500,00 €
		012	020	6336	COTISATIONS CNFPT ET CDG	5 000,00 €
		012	020	64111	REMUNERATION PRINCIPALE - PERSONNEL TITULAIRE	550 000,00 €
		012	020	64112	SFT ET IR - PERSONNEL TITULAIRE	12 000,00 €
		012	020	64113	NBI	10 000,00 €
		012	020	64118	AUTRES INDEMNITES - PERSONNEL TITULAIRE	80 000,00 €
		012	020	64131	REMUNERATION - PERSONNEL NON TITULAIRE	70 000,00 €
		012	020	64138	PRIMES ET AUTRES INDEMNITES- PERSONNEL NON TITULAIRE	5 000,00 €
		012	020	6451	COTISATIONS URSSAF	100 000,00 €
		012	020	6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	180 000,00 €
		012	020	6454	COTISATIONS AUX ASSEDIC	2 500,00 €
		012	020	6458	COTISATIONS AUX ORGANISMES SOCIAUX	5 000,00 €
		012	020	6474	VERSEMENTS AUX ŒUVRES SOCIALES	11 000,00 €
		012	020	6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	445,00 €
		012	020	6488	AUTRES CHARGES DE PERSONNEL - AUTRES	250,00 €
		Sous total Opération 5 CCAS TRAITEMENT				1 263 695,00 €

TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT						2 163 875,00 €
	OPERATION	COMPTE				PROPOSITION BP 2025
LIBELLE	LIBELLE	CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	
ADMINISTRATION CCAS	CCAS	74	020	74741	SUBVENTION VILLE	1 633 000,00 €
		75	020	75888	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	200,00 €
		Sous total Opération 1 CCAS				1 633 200,00 €
ACTION SOCIALE	ACTION SOCIALE	74	424	74718	PARTICIPATIONS ETAT	16 000,00 €
		74	424	7473	PARTICIPATIONS DEPARTEMENT	46 800,00 €
		74	424	74888	AUTRES PARTICIPATIONS	50 375,00 €
		Sous total Opération 3 ACTION SOCIALE				113 175,00 €
	EPICERIE SOLIDAIRE	70	424	7066	PRESTATIONS DE SERVICE	10 000,00 €
		74	424	74888	AUTRES PARTICIPATIONS	40 000,00 €
		Sous total Opération 10 EPICERIE SOLIDAIRE				50 000,00 €
MAISONS DES SENIORS	ANIMATIONS PERS AGEES	70	423	7066	PARTICIPATIONS USAGERS	47 000,00 €
		Sous total Opération 4 ANIMATIONS PERSONNES AGEES				47 000,00 €
	REPAS A DOMICILE	70	423	7066	PRODUITS DES SERVICES A CARACERE SOCIAL	245 000,00 €
		74	423	74718	PARTICIPATIONS ETAT	10 000,00 €
		Sous total Opération 16 REPAS A DOMICILE				255 000,00 €
EVS	EVS FONCT GENERAL	70	428	7066	PRODUITS DES SERVICES	10 600,00 €
		74	428	74718	PARTICIPATIONS ETAT	9 500,00 €
		74	428	7473	PARTICIPATION DEPARTEMENT	6 100,00 €
		74	428	747888	AUTRES PARTICIPATIONS	39 300,00 €
		Sous total Opération 9 EVS FONCT. GENERAL				65 500,00 €
TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT						2 163 875,00 €

	OPERATION	COMPTE				PROPOSITION BP 2025
LIBELLE	LIBELLE	CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	
CCAS	CCAS INVESTISSEMENT	21	020	2181	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	135 000,00 €
		Sous total				
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT						135 000,00 €

	OPERATION	COMPTE				PROPOSITION BP 2025	
LIBELLE	LIBELLE	CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE		
CCAS	CCAS INVESTISSEMENT	040	01	281828	AMORTISSEMENT - AUTRES MATERIEL DE TRANSPORT	3 000,00 €	
		040	01	281848	AMORTISSEMENT - AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	10 000,00 €	
		040	01	2805	AMORTISSEMENT - CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	8 000,00 €	
		040	01	281838	AMORTISSEMENT - AUTRES MATERIELS INFORMATIQUES	8 000,00 €	
		040	01	28188	AMORTISSEMENT - AUTRES	6 000,00 €	
		040	01	2804121	AMORTISSEMENT - SUBV VERSEE REGION BIENS MOBILIER, MAT ET ETUDES	35 000,00 €	
		13	020	13141	SUBV ACTIFS AMORTISSABLES - COMMUNES MEEMBRES DU GFP	65 000,00 €	
		Sous total Opération 2 CCAS INVESTISSEMENT					135 000,00 €
		TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT					135 000,00 €

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**CCAS de LOMME : CCAS DE LOMME (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 26590355900010

POSTE COMPTABLE : 059024

**M. 57**

**Budget primitif**

**Voté par nature**

BUDGET : CCAS LOMME - BP (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	8

## II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	9
B1 - Présentation des AP votées	10
B2 - Présentation des AE votées	11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement	12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	15
D1 - Balance générale - Dépenses	17
D2 - Balance générale - Recettes	19

## III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	39

## IV - Annexes

### A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	41
A1.01 - Opérations non ventilables	44
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	45
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	48
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	49
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	50
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	53
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	56
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	59
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	60
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	63
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	65
A1.908 - Fonction 8 - Transports	68
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	72
A2.01 - Opérations non ventilables	74
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	75
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	78
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	79
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	80
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	83
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	86
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	89
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	90
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	91
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	94
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	96
A2.938 - Fonction 8 - Transports	99

### B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	103
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	104
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	108
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	110



B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	111
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	113
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	114
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	115
B3.1 - Etat des provisions constituées	116
B3.2 - Etalement des provisions	118
B4 - Etat des charges transférées	119
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	120
B6 - Prêts	121
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	122
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	123
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	124
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	128
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	129
B11.2 - Liste des établissements publics créés	130
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	131
<b>C - Annexes budgétaires</b>	
C1.1 - Equilibre budgétaire	132
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	133
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	134
<b>D - Autres éléments d'information</b>	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	135
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	136
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	137
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	139
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
<b>V - Arrêté et signatures</b>	
A - Arrêté et signatures	141

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.



Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;  
*les opérations d'ordre doivent figurer en italique.*

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

Informations financières – ratios		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	0
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	103,35
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	2266,92
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1<sup>er</sup> janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b>	<b>B</b>

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)</b>	<b>C1</b>

<b>RESULTAT DE L'EXERCICE N-1</b>					
	<b>Dépenses</b>	<b>Recettes</b>	<b>Solde d'exécution ou résultat reporté</b>	<b>Résultat ou solde (A) (2)</b>	
<b>TOTAL DU BUDGET</b>	0,00	0,00	0,00	A1	0,00
<b>Investissement</b>	0,00	0,00	(3)	A2	0,00
<b>Fonctionnement</b>	0,00	0,00	(4)	A3	0,00

<b>RESTES A REALISER N-1</b>					
	<b>Dépenses</b>	<b>Recettes</b>	<b>Solde (B)</b>		
<b>TOTAL des RAR</b>	I + II 0,00	III + IV 0,00	B1		0,00
<b>Investissement</b>	I 0,00	III 0,00	B2		0,00
<b>Fonctionnement</b>	II 0,00	IV 0,00	B3		0,00

<b>RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>A1 + B1</b>	0,00
<b>Investissement</b>	<b>A2 + B2</b>	0,00
<b>Fonctionnement</b>	<b>A3 + B3</b>	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES</b>	<b>C2</b>

**DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)**

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		(I) <b>0,00</b>
<b>018</b>	<b>RSA</b>	<b>0,00</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>
<b>18</b>	<b>Cpte de liaison : affectation (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées (3) (5)</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participations et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>45</b>	<b>Chapitres d'opérations pour compte de tiers</b>	<b>0,00</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		(II) <b>0,00</b>
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>012</b>	<b>Charges de personnel et frais assimilés (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>
<b>016</b>	<b>APA</b>	<b>0,00</b>
<b>017</b>	<b>RSA / Régularisations de RMI</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>6586</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges spécifiques (4)</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES</b>	<b>C3</b>

**DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)**

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		(III) <b>0,00</b>
<b>018</b>	<b>RSA</b>	<b>0,00</b>
<b>024</b>	<b>Produits des cessions d'immobilisations</b>	<b>0,00</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (reçues) (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>
<b>18</b>	<b>Cpte de liaison : affectation (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées (3) (5)</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participations et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>45</b>	<b>Chapitres d'opérations pour compte de tiers</b>	<b>0,00</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		(IV) <b>0,00</b>
<b>70</b>	<b>Prod. services, domaine, ventes diverses</b>	<b>0,00</b>
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>0,00</b>
<b>731</b>	<b>Fiscalité locale</b>	<b>0,00</b>
<b>74</b>	<b>Dotations et participations (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>016</b>	<b>APA</b>	<b>0,00</b>
<b>017</b>	<b>RSA / Régularisations de RMI</b>	<b>0,00</b>
<b>76</b>	<b>Produits financiers</b>	<b>0,00</b>
<b>77</b>	<b>Produits spécifiques (4)</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS	A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	135 000,00	135 000,00

+

+

+

REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00

=

=

=

Total de la section d'investissement (2)	135 000,00	135 000,00
--	------------	------------

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	2 163 875,00	2 163 875,00

+

+

+

REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00

=

=

=

Total de la section de fonctionnement (3)	2 163 875,00	2 163 875,00
---	--------------	--------------

TOTAL DU BUDGET (4)	2 298 875,00	2 298 875,00
---------------------	--------------	--------------

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>PRESENTATION DES AP VOTEES</b>	<b>B1</b>

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

<b>« AP de dépenses imprévues » (2)</b>	020	0,00
---	-----	------

<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>0,00</b>
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>PRESENTATION DES AE VOTEES</b>	<b>B2</b>

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
<b>TOTAL</b>			<b>0,00</b>

<b>« AE de dépenses imprévues » (2)</b>	022	0,00
---	-----	------

<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>0,00</b>
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	82 000,00	0,00	135 000,00	135 000,00	135 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	242 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>332 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>135 000,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>		<b>332 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>135 000,00</b>

040	Opérations ordre transf. entre sections (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>TOTAL</b>	<b>332 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>135 000,00</b>
--------------	-------------------	-------------	-------------------	-------------------	-------------------

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>135 000,00</b>
---	-------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	250 000,00	0,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>250 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>65 000,00</b>	<b>65 000,00</b>	<b>65 000,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>22 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>		<b>272 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>65 000,00</b>	<b>65 000,00</b>	<b>65 000,00</b>

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	60 000,00		70 000,00	70 000,00	70 000,00
041	Opérations patrimoniales (10)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>		<b>60 000,00</b>		<b>70 000,00</b>	<b>70 000,00</b>	<b>70 000,00</b>

<b>TOTAL</b>	<b>332 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>135 000,00</b>
--------------	-------------------	-------------	-------------------	-------------------	-------------------

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>135 000,00</b>
---	-------------------

## Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)</b>	<b>70 000,00</b>
--	------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10)  $DF\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RF\ 042$  ;  $RI\ 040 = DF\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$ .

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération  $DF\ 023 + DF\ 042 - RF\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	621 193,00	0,00	723 980,00	723 980,00	723 980,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	950 000,00	0,00	1 263 695,00	1 263 695,00	1 263 695,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	179 950,00	0,00	103 200,00	103 200,00	103 200,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>1 751 143,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 090 875,00</b>	<b>2 090 875,00</b>	<b>2 090 875,00</b>
66	Charges financières	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	27 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>1 779 143,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 093 875,00</b>	<b>2 093 875,00</b>	<b>2 093 875,00</b>

023	Virement à la section d'investissement (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	60 000,00		70 000,00	70 000,00	70 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>60 000,00</b>		<b>70 000,00</b>	<b>70 000,00</b>	<b>70 000,00</b>

<b>TOTAL</b>	<b>1 839 143,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>2 163 875,00</b>
--------------	---------------------	-------------	---------------------	---------------------	---------------------

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>2 163 875,00</b>
--	---------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	299 300,00	0,00	312 600,00	312 600,00	312 600,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	1 539 843,00	0,00	1 851 075,00	1 851 075,00	1 851 075,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	200,00	200,00	200,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>1 839 143,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>2 163 875,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>1 839 143,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>2 163 875,00</b>

042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>TOTAL</b>	<b>1 839 143,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>2 163 875,00</b>
--------------	---------------------	-------------	---------------------	---------------------	---------------------

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>2 163 875,00</b>
--	---------------------

## Pour information :

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)</b>	<b>70 000,00</b>	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.
---	------------------	--

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00
15 Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (3) (5)	135 000,00	0,00	135 000,00
22 Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29 Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39 Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
198 Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481 Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49 Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59 Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>	<b>135 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>135 000,00</b>

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	135 000,00
--	------------

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011 Charges à caractère général (9)	723 980,00		723 980,00
012 Charges de personnel et frais assimilés (9)	1 263 695,00		1 263 695,00
014 Atténuations de produits	0,00		0,00
016 APA	0,00		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	103 200,00	0,00	103 200,00
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66 Charges financières	0,00	0,00	0,00
67 Charges spécifiques (9)	3 000,00	0,00	3 000,00
68 Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	70 000,00	70 000,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
023 Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>	<b>2 093 875,00</b>	<b>70 000,00</b>	<b>2 163 875,00</b>

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	2 163 875,00
---	--------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

- (3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Hors chapitres opérations.
- (6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

## RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (reçues) (3)	65 000,00	0,00	65 000,00
15 Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations		70 000,00	70 000,00
29 Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39 Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481 Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49 Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59 Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021 Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024 Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>	<b>65 000,00</b>	<b>70 000,00</b>	<b>135 000,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

+

<b>R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT</b>	<b>0,00</b>
---------------------------------------	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>135 000,00</b>
---	-------------------

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013 Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016 APA	0,00		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70 Prod. services, domaine, ventes diverses	312 600,00		312 600,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72 Production immobilisée		0,00	0,00
73 Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731 Fiscalité locale	0,00		0,00
74 Dotations et participations (8)	1 851 075,00		1 851 075,00
75 Autres produits de gestion courante (8)	200,00	0,00	200,00
76 Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77 Produits spécifiques (8)	0,00	0,00	0,00
78 Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79 Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 163 875,00</b>

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			0,00
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			2 163 875,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	A

## DEPENSES

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1  I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
<b>TOTAL</b>	<b>332 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>135 000,00</b>
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles	82 000,00	0,00	0,00	135 000,00	135 000,00	0,00	135 000,00	135 000,00
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324)	242 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>332 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>135 000,00</b>
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13 Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020 Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
<b>Total des dépenses financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles</b>	<b>332 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>135 000,00</b>
040 Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041 Opérations patrimoniales (7)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I			II			III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								135 000,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES					A

## RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>332 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>135 000,00</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	250 000,00	0,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>250 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>65 000,00</b>	<b>65 000,00</b>	<b>65 000,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>22 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>272 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>65 000,00</b>	<b>65 000,00</b>	<b>65 000,00</b>
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)	60 000,00		70 000,00	70 000,00	70 000,00
041	Opérations patrimoniales (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>60 000,00</b>		<b>70 000,00</b>	<b>70 000,00</b>	<b>70 000,00</b>

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)					0,00
--	--	--	--	--	------

Affectation au compte 1068 (8)					0,00
--------------------------------	--	--	--	--	------

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I		II	III = I + II
Total des recettes d'investissement cumulées					135 000,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET								III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE								A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1  I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>332 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>135 000,00</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	8 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	82 000,00	0,00	0,00	135 000,00	135 000,00	0,00	135 000,00	135 000,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00		135 000,00	135 000,00	0,00	135 000,00	135 000,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	82 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	242 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	242 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>332 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>135 000,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1  I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>332 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>135 000,00</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (6)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Reprise sur autofinancement antérieur	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Charges transférées (7)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b>	<b>A2.1</b>

**Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement**

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
<b>TOTAL</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b>	<b>A2.2</b>

Cet état ne contient pas d'information.



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT</b>	<b>A2.3</b>

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE						A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1  I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>332 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>135 000,00</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	250 000,00	0,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	250 000,00	0,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>250 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>65 000,00</b>	<b>65 000,00</b>	<b>65 000,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>22 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>272 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>65 000,00</b>	<b>65 000,00</b>	<b>65 000,00</b>
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)	60 000,00		70 000,00	70 000,00	70 000,00
2804121	Subv.Régions : Bien mobilier, matériel	35 000,00		35 000,00	35 000,00	35 000,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	8 000,00		8 000,00	8 000,00	8 000,00
281828	Autres matériels de transport	3 000,00		3 000,00	3 000,00	3 000,00
281838	Autre matériel informatique	8 000,00		8 000,00	8 000,00	8 000,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	3 000,00		10 000,00	10 000,00	10 000,00
28188	Autres immo. corporelles	3 000,00		6 000,00	6 000,00	6 000,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1  I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>60 000,00</b>		<b>70 000,00</b>	<b>70 000,00</b>	<b>70 000,00</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	B

## DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>1 839 143,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>2 163 875,00</b>
011	Charges à caractère général (3)	621 193,00	0,00	0,00	723 980,00	723 980,00	0,00	723 980,00	723 980,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	950 000,00	0,00		1 263 695,00	1 263 695,00		1 263 695,00	1 263 695,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	179 950,00	0,00	0,00	103 200,00	103 200,00	0,00	103 200,00	103 200,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>1 751 143,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 090 875,00</b>	<b>2 090 875,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 090 875,00</b>	<b>2 090 875,00</b>
66	Charges financières	1 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	27 000,00	0,00		3 000,00	3 000,00		3 000,00	3 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>28 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 000,00</b>	<b>3 000,00</b>		<b>3 000,00</b>	<b>3 000,00</b>
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>1 779 143,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 093 875,00</b>	<b>2 093 875,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 093 875,00</b>	<b>2 093 875,00</b>
023	Virement à la section d'investissement	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	60 000,00			70 000,00	70 000,00		70 000,00	70 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>60 000,00</b>			<b>70 000,00</b>	<b>70 000,00</b>		<b>70 000,00</b>	<b>70 000,00</b>

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	0,00
---------------------------------------	------

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	2 163 875,00
---	--------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

<b>III – VOTE DU BUDGET</b>	<b>III</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>B</b>

**RECETTES**

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>1 839 143,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>2 163 875,00</b>
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	299 300,00	0,00	312 600,00	312 600,00	312 600,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	1 539 843,00	0,00	1 851 075,00	1 851 075,00	1 851 075,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	0,00	0,00	200,00	200,00	200,00
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>1 839 143,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>2 163 875,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>1 839 143,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>2 163 875,00</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>R002 Résultat reporté ou anticipé (7)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

<b>Total des recettes de fonctionnement cumulées</b>	<b>2 163 875,00</b>
--	---------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET								III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE								B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1  I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>1 839 143,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>2 163 875,00</b>
011	Charges à caractère général (4)	621 193,00	0,00	0,00	723 980,00	723 980,00	0,00	723 980,00	723 980,00
6042	Achats de prestations de services	38 000,00	0,00		25 000,00	25 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00
60622	Carburants	11 800,00	0,00		9 500,00	9 500,00	0,00	9 500,00	9 500,00
60623	Alimentation	75 276,00	0,00		97 400,00	97 400,00	0,00	97 400,00	97 400,00
60628	Autres fournitures non stockées	8 000,00	0,00		9 000,00	9 000,00	0,00	9 000,00	9 000,00
60631	Fournitures d'entretien	2 800,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
60632	Fournitures de petit équipement	6 100,00	0,00		7 300,00	7 300,00	0,00	7 300,00	7 300,00
60636	Habillement et vêtements de travail	400,00	0,00		200,00	200,00	0,00	200,00	200,00
6064	Fournitures administratives	700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	3 472,00	0,00		11 000,00	11 000,00	0,00	11 000,00	11 000,00
611	Contrats de prestations de services	15 000,00	0,00		6 500,00	6 500,00	0,00	6 500,00	6 500,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00		27 020,00	27 020,00	0,00	27 020,00	27 020,00
61351	Matériel roulant	25 000,00	0,00		44 100,00	44 100,00	0,00	44 100,00	44 100,00
61358	Autres	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00		13 400,00	13 400,00	0,00	13 400,00	13 400,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
6156	Maintenance	1 000,00	0,00		2 950,00	2 950,00	0,00	2 950,00	2 950,00
6161	Multirisques	4 000,00	0,00		1 450,00	1 450,00	0,00	1 450,00	1 450,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0,00	0,00		12 450,00	12 450,00	0,00	12 450,00	12 450,00
6182	Documentation générale et technique	500,00	0,00		250,00	250,00	0,00	250,00	250,00
6184	Versements à des organismes de formation	4 000,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
6188	Autres frais divers	9 500,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
62268	Autres honoraires, conseils	12 274,00	0,00		18 000,00	18 000,00	0,00	18 000,00	18 000,00
6228	Divers	50 000,00	0,00		51 000,00	51 000,00	0,00	51 000,00	51 000,00
6232	Fêtes et cérémonies	3 000,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
6234	Réceptions	1 200,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6236	Catalogues et imprimés	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	20 000,00	0,00		31 350,00	31 350,00	0,00	31 350,00	31 350,00
6247	Transports collectifs	471,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1  I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
6262	Frais de télécommunications	5 650,00	0,00		7 750,00	7 750,00	0,00	7 750,00	7 750,00
627	Services bancaires et assimilés	1 050,00	0,00		60,00	60,00	0,00	60,00	60,00
6281	Concours divers (cotisations)	3 000,00	0,00		4 800,00	4 800,00	0,00	4 800,00	4 800,00
6288	Autres services extérieurs	314 000,00	0,00		332 000,00	332 000,00	0,00	332 000,00	332 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	0,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	950 000,00	0,00		1 263 695,00	1 263 695,00		1 263 695,00	1 263 695,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00		220 000,00	220 000,00		220 000,00	220 000,00
6331	Versement mobilité	12 550,00	0,00		10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 500,00	0,00		2 500,00	2 500,00		2 500,00	2 500,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	5 600,00	0,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
64111	Rémunération principale titulaires	552 617,00	0,00		550 000,00	550 000,00		550 000,00	550 000,00
64112	SFT, indemnité de résidence	21 400,00	0,00		12 000,00	12 000,00		12 000,00	12 000,00
64113	NBI	6 083,00	0,00		10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00
64118	Autres indemnités	66 800,00	0,00		80 000,00	80 000,00		80 000,00	80 000,00
64131	Rémunérations	17 500,00	0,00		70 000,00	70 000,00		70 000,00	70 000,00
64138	Primes et autres indemnités	2 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	80 150,00	0,00		100 000,00	100 000,00		100 000,00	100 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	161 000,00	0,00		180 000,00	180 000,00		180 000,00	180 000,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	7 000,00	0,00		2 500,00	2 500,00		2 500,00	2 500,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	14 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00		5 000,00	5 000,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	0,00	0,00		11 000,00	11 000,00		11 000,00	11 000,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	300,00	0,00		445,00	445,00		445,00	445,00
6488	Autres	500,00	0,00		250,00	250,00		250,00	250,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	179 950,00	0,00	0,00	103 200,00	103 200,00	0,00	103 200,00	103 200,00
65133	Secours d'urgence	1 200,00	0,00		1 200,00	1 200,00	0,00	1 200,00	1 200,00
6568	Autres participations	84 000,00	0,00		88 000,00	88 000,00	0,00	88 000,00	88 000,00



Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1  I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
65736211	Subv. BA/régie admin. sans ps.morale	66 750,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	20 000,00	0,00		9 000,00	9 000,00	0,00	9 000,00	9 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	8 000,00	0,00		4 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00
65888	Autres	0,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>1 751 143,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 090 875,00</b>	<b>2 090 875,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 090 875,00</b>	<b>2 090 875,00</b>
66	Charges financières	1 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6688	Autres	1 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	27 000,00	0,00		3 000,00	3 000,00		3 000,00	3 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	27 000,00	0,00		3 000,00	3 000,00		3 000,00	3 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
<b>Total des charges financières et spécifiques</b>		<b>28 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 000,00</b>	<b>3 000,00</b>		<b>3 000,00</b>	<b>3 000,00</b>
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>1 779 143,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 093 875,00</b>	<b>2 093 875,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 093 875,00</b>	<b>2 093 875,00</b>
023	Virement à la section d'investissement	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)	60 000,00			70 000,00	70 000,00		70 000,00	70 000,00
6811	Dot. amort. immos incorporelles	60 000,00			70 000,00	70 000,00		70 000,00	70 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>60 000,00</b>			<b>70 000,00</b>	<b>70 000,00</b>		<b>70 000,00</b>	<b>70 000,00</b>

#### Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
- (2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
- (3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.
- (4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
- (5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.
- (6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040*) (*DF 043 = RF 043*).
- (8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.
- (10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>1 839 143,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>2 163 875,00</b>
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	299 300,00	0,00	312 600,00	312 600,00	312 600,00
7066	Redevances services à caractère social	299 300,00	0,00	307 900,00	307 900,00	307 900,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	4 700,00	4 700,00	4 700,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	1 539 843,00	0,00	1 851 075,00	1 851 075,00	1 851 075,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	25 500,00	25 500,00	25 500,00
7473	Participation départements	76 300,00	0,00	62 900,00	62 900,00	62 900,00
74741	Participation communes membres du GFP	1 413 100,00	0,00	1 633 000,00	1 633 000,00	1 633 000,00
7478222	Participation Caisses alloc. familiales	12 272,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	89 675,00	89 675,00	89 675,00
74888	Autres	38 171,00	0,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	200,00	200,00	200,00
75888	Autres	0,00	0,00	200,00	200,00	200,00
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>1 839 143,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>2 163 875,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>1 839 143,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>2 163 875,00</b>	<b>2 163 875,00</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)**

Montant brut	0,00
--------------	------

Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
- (2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
- (3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*) (*RF 043 = DF 043*).
- (5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.
- (9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES								IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE								A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>135 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	135 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>65 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>135 000,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		135 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>65 000,00</b>
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		65 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		135 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	135 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		65 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	65 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

## FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

## FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	135 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	135 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25												
		Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et réglementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				Autres services périscolaires et annexes						
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32								
		Sports (autres que scolaires)								
		321	322	323	324	325	326	327		
		Salles de sport, gymnases	Stades	Piscines	Centres de formation sportifs	Autres équipements sportifs ou loisirs	Manifestations sportives	Soutien aux sportifs		
								3271	3272	3273
								Soutien aux sportifs de haut niveau	Soutien aux clubs amateurs	Autres soutiens aux sportifs
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éta sanitaires	418 Autres actions
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211	4212	4213	4214	4221	4222	4228
			Actions en faveur de la maternité	Aides à la famille	Aides sociales à l'enfance	Adolescence	Crèches et garderies	Multi accueil	Autres actions pour la petite enfance
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale					TOTAL DU CHAPITRE	
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées		428 Autres interventions sociales
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72					
				Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiemnt
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82						
				Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83						
		Transports de marchandises						
		830	831	832	833	834	835	838
		Services communs	Fret routier	Fret ferroviaire	Fret fluvial	Fret maritime	Fret aérien	Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES								IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE								A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>1 352 985,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>740 890,00</b>	<b>0,00</b>
011	Charges à caractère général	0,00	76 290,00	0,00	0,00	0,00	0,00	647 690,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	1 263 695,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 200,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>1 637 900,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>525 975,00</b>	<b>0,00</b>
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	4 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	307 900,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	1 633 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	218 075,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
<b>DEPENSES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>2 093 875,00</b>
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		723 980,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 263 695,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		103 200,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
<b>RECETTES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>2 163 875,00</b>
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		312 600,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 851 075,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		200,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

## FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		1 352 985,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	7 610,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	6 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	25 620,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	8 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	2 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	13 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	250,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	220 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	1 260,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	17 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	727 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	287 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	11 445,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	250,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		1 637 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	4 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	1 633 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

## FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

## FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 352 985,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 610,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 620,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 400,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 750,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 900,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 260,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	727 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	287 500,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 445,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 637 900,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 700,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 633 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

## FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et réglementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	20 140,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	3 400,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	16 740,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

## FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	455 200,00	110 850,00	0,00	84 700,00	740 890,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	25 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	71 690,00	22 000,00	0,00	26 700,00	129 790,00
613	Locations	0,00	0,00	42 100,00	1 400,00	0,00	0,00	45 500,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00
618	Divers	0,00	0,00	2 000,00	2 000,00	0,00	0,00	4 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	16 000,00	0,00	0,00	28 000,00	67 740,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	2 000,00	500,00	0,00	0,00	2 500,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	12 000,00	350,00	0,00	11 000,00	31 350,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	150,00	600,00	0,00	0,00	750,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	60,00	0,00	0,00	0,00	60,00
628	Divers	0,00	0,00	308 000,00	7 800,00	0,00	14 000,00	333 800,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00	1 200,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	88 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	4 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	163 175,00	0,00	65 500,00	525 975,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 600,00	307 900,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	113 175,00	0,00	54 900,00	178 075,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

## FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettolement
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82						
				Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830	831	832	833	834	835	838
		Services communs	Fret routier	Fret ferroviaire	Fret fluvial	Fret maritime	Fret aérien	Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

## B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

## B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					0,00									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature  (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					0,00									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

## B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature  (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
Total général		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

## IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV  
B1.3

## B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.



(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

## B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné ( <i>cap</i> ) ou encadré ( <i>tunnel</i> )	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange ( <i>swaption</i> )	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.  
(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.  
(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.  
(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

**B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)**

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit privé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit public</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Dettes provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.

(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.

(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

**B1.7 – AUTRES DETTES**

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d’un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

## METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délégation du
	<b>Biens de faible valeur</b> - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	MOBILIER	5	01/01/1900
L	INSTALLATION ET APPAREIL DE CHAUFFAGE FV	1	14/12/2023
L	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS	15	14/12/2023
L	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMGTS DIVERS FV	1	14/12/2023
L	AUTRES MATERIELS DE TRANSPORT FV	1	14/12/2023
L	MAT INFORMATIQUE	5	14/12/2023
L	INSTALLATION ET APPAREIL DE CHAUFFAGE	20	14/12/2023
L	DOCUMENT URBANISME	5	14/12/2023
L	DOCUMENT URBANISME	1	14/12/2023
L	MAT INFORMATIQUE FV	1	14/12/2023
L	ETUDES NON SUIVIES DE REALISATION	5	14/12/2023
L	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	2	14/12/2023
L	PLANTATIONS D ARBRES ET ARBUSES	20	14/12/2023
L	MATERIEL DE BUREAU	10	14/12/2023
L	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5	14/12/2023
L	FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	5	14/12/2023
L	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2	14/12/2023
L	PLANTATIONS D ARBRES ET ARBUSES FV	1	14/12/2023
L	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGES TECHNIQUES	10	14/12/2023
L	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGES TECHNIQUES FV	1	14/12/2023
L	AUTRES MATERIELS DE TRANSPORT	7	14/12/2023
L	MATERIEL DE BUREAU FV	1	14/12/2023
L	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES FV	1	14/12/2023

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N	B3.1

## PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		1 000 000,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		1 000 000,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
RH - PERSONNELS EHPAD	0,00	14/06/2024	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
Dépréciations (3)	0,00		33 126,85	33 126,85	0,00	33 126,85
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		33 126,85	33 126,85	0,00	33 126,85
RAR - ANCIENNETE DE PLUS DE TROIS ANS	0,00	14/06/2024	33 126,85	33 126,85	0,00	33 126,85
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		1 033 126,85	1 033 126,85	0,00	1 033 126,85
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00



Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>0,00</b>		<b>1 033 126,85</b>	<b>1 033 126,85</b>	<b>0,00</b>	<b>1 033 126,85</b>

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS</b>	<b>B5</b>

### CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
- (2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).
- (3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
- (4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.
- (5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (7) Indiquer le chapitre.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS</b>	<b>B6</b>

**Prêts (compte 274)**

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN</b>	<b>B7.1</b>

**ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES**

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
<b>8015</b>	<b>Emprunts garantis (1)</b>	0,00	0,00	
<b>8016</b>	<b>Contrats de crédit-bail (2)</b>	0,00	0,00	0,00
<b>8017</b>	<b>Subvention à verser en annuité (3)</b>	0,00	0,00	0,00
<b>8018</b>	<b>Autres engagements donnés</b>			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

## ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)	0,00	0,00	0,00
8027	Subvention à recevoir par annuité	0,00	0,00	0,00
8028	Autres engagements reçus			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

## B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
<b>EMPLOIS FONCTIONNELS (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE (b)</b>		<b>13,00</b>	<b>0,00</b>	<b>13,00</b>	<b>12,00</b>	<b>1,00</b>	<b>13,00</b>
Adjoint administratif principal de 1ere classe	C	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Adjoint administratif principal de 2e classe	C	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Attaché principal	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Attaché territorial	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Rédacteur territorial	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
<b>FILIERE TECHNIQUE (c)</b>		<b>8,00</b>	<b>0,80</b>	<b>8,80</b>	<b>8,80</b>	<b>0,00</b>	<b>8,80</b>
Adjoint technique	C	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Adjoint technique principal de 1ere classe	C	1,00	0,80	1,80	1,80	0,00	1,80
Adjoint technique principal de 2e classe	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Agent de maîtrise	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien principal de 2e classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
<b>FILIERE SOCIALE (d)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)</b>		<b>26,00</b>	<b>0,50</b>	<b>26,50</b>	<b>25,50</b>	<b>1,00</b>	<b>26,50</b>
Agent social	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Agent social principal de 1ere classe	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Aide-soignant de classe normale	B	4,00	0,50	4,50	3,50	1,00	4,50
Aide-soignant de classe supérieure	B	9,00	0,00	9,00	9,00	0,00	9,00
Assistant socio-éducatif	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	A	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00



GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Auxiliaire de puériculture de classe supérieure	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Auxiliaire de soins principal de 2e classe	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Infirmier en soins généraux hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
<b>FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SPORTIVE (g)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE CULTURELLE (h)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE ANIMATION (i)</b>		<b>1,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1,00</b>	<b>1,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1,00</b>
Adjoint animation princ 2èm cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
<b>FILIERE POLICE (j)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>EMPLOIS NON CITES (l) (5)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)</b>		<b>48,00</b>	<b>1,30</b>	<b>49,30</b>	<b>47,30</b>	<b>2,00</b>	<b>49,30</b>

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

## B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
<b>Agents occupant un emploi permanent (6)</b>				<b>0,00</b>		
Aide-soignant de classe normale	B	MS	373.0	0,00	332-14 Recrutement poste non pourvu	CDD Contrat à Durée Déterminée
Attaché territorial	A	ADM	610.0	0,00	332-14 Recrutement poste non pourvu	CDD Contrat à Durée Déterminée
<b>Agents occupant un emploi non permanent (7)</b>				<b>0,00</b>		
Adjoint administratif	C	ADM	366.0	0,00	332-23-1° Accroissement temporaire d'activité pour une durée max de 12 mois	CDD Contrat à Durée Déterminée
Adjoint technique	C	TECH	366.0	0,00	332-13 Remplacement fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible	CDD Contrat à Durée Déterminée
Aide-soignant de classe normale	B	MS	373.0	0,00	332-23-1° Accroissement temporaire d'activité pour une durée max de 12 mois	CDD Contrat à Durée Déterminée
Aide-soignant de classe normale	B	MS	388.0	0,00	332-13 Remplacement fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible	CDD Contrat à Durée Déterminée
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>0,00</b>		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.  
 TECH : Technique.  
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).  
 S : Social.  
 MS : Médico-social.  
 MT : Médico-technique.  
 SP : Sportif.  
 CULT : Culturel.  
 ANIM : Animation.  
 POL : Police.  
 POMP : Sapeurs-pompiers.  
 X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :

332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.  
 332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.  
 332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans  
 332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.  
 332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.  
 332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.  
 332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.  
 332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.  
 332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.  
 332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.  
 332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.

327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.  
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.  
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.  
326\_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).  
343-1\_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).  
333-1\_333-10 : Collaborateurs de cabinet.  
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.  
A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES	
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.
---

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.  
(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).  
(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée...).  
(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES</b>	<b>B11.2</b>

### LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

## DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

### Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>Solde d'exécution 001 (A)</b> montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	0,00	0,00
<b>Solde des RAR (B)</b> montant négatif si déficit montant positif si excédent	0,00	0,00
<b>Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B)</b> Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00

### Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>Affectation au 1068 (C)</b>	0,00	0,00
<b>Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I)</b> Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00
<b>Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I)</b> Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	0,00	0,00

## COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
<b>Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)</b>	0,00	0,00
<b>Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)</b>	70 000,00	70 000,00
<b>Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D)</b> Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	70 000,00	70 000,00

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES</b>	<b>C1.2</b>

**DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B</b>		<b>0,00</b>	<b>I 0,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ANNEXES BUDGETAIRES</b> <b>EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES</b>	<b>C1.3</b>

**RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>70 000,00</b>	<b>III 70 000,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (4)</b>		<b>70 000,00</b>	<b>70 000,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
2804121	Subv.Régions : Bien mobilier, matériel	35 000,00	35 000,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	8 000,00	8 000,00
281828	Autres matériels de transport	3 000,00	3 000,00
281838	Autre matériel informatique	8 000,00	8 000,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	10 000,00	10 000,00
28188	Autres immo. corporelles	6 000,00	6 000,00
29...	Dépréciations des immobilisations		
31...	Matières premières (et fournitures) (5)		
33...	En-cours de production de biens (5)		
35...	Stocks de produits (5)		
39...	Dépréciation des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Dépréciation des comptes de tiers		
59...	Dépréciation des comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D’INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION</b> <b>SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET</b>	<b>D2.1</b>

**VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)**

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	Chapitre	Montant	FONCTIONNEMENT	Chapitre	Montant
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
<b>Sous-total Fonctionnement</b>		<b>0,00</b>	<b>Sous-total Fonctionnement</b>		<b>(B) 0,00</b>

INVESTISSEMENT	Chapitre	Montant			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
<b>Sous-total Investissement</b>		<b>0,00</b>	<b>Effort propre de la Région (A – B)</b>		<b>(C) 0,00</b>

<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>(A)</b>	<b>0,00</b>	<b>TOTAL RECETTES (B + C)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------	------------	-------------	-------------------------------	-------------

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

**SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES**

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Acquisitions d'immobilisations	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	0,00
	Autres dépenses éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
	Total des dépenses d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

**SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES**

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Souscription d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Dotations et subventions reçues	0,00
	Autres recettes éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
	Total des recettes réelles	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement (3)	0,00
	Total des recettes d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

**SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES**

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
023	Virement à la section d'investissement (4)	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

**SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES**

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.



<b>V – ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>V</b>
<b>ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>A</b>

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

**DEPARTEMENT  
du NORD  
ARRONDISSEMENT  
de LILLE**

**VILLE DE LILLE  
COMMUNE ASSOCIEE DE LOMME**

**COMMISSION ADMINISTRATIVE  
DE LA SECTION LOMMOISE  
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**

**SEANCE  
Du 01 avril 2025**

L'an deux-mille-vingt-cinq, le 1<sup>er</sup> avril à 14h00, la Commission Administrative de la Section Lommoise du Centre d'Action Sociale s'est réunie sous la Présidence de Madame Claudie LEFEBVRE, Vice-Présidente du CCAS de Lomme,

Etaient présents : Mme Claudie LEFEBVRE, M. Alain GRILLET, M. Jacques SURRANS, M. Jean-Pierre STAELENS.

Etaient excusés : M. Arnaud MARCHAND, Mme Marie-Christine STANIEC-WAVRANT, Mme Justine RATELADE, Mme Khadidiatou VENIAT, Monsieur Olivier CAREMELLE Président du C.C.A.S de Lomme.

**2025/12 :** Notification de décision d'accès au programme 2025 avec l'ANCV – programme « Séniors en Vacances ».

Monsieur le Président du CCAS expose que l'ANCV a mis en place en 2007 le programme Séniors en Vacances dont l'objectif est de rompre l'isolement des personnes âgées éloignées des vacances pour des raisons économiques, psychologiques, sociales ou liées à leur état de dépendance ou de handicap, aux moyens d'une offre de séjour adaptée à leurs besoins, proposé à un prix maximum et, pour certains d'entre elles, une aide financière permettant des départs qui, à défaut, ne seraient pas possible.

Ce programme est accessible aux personnes répondant aux critères d'éligibilité définis par l'ANCV, et reportés dans la notification.

Ainsi, ce programme favorise le départ en vacances des personnes âgées de plus de 60 ans et des personnes handicapées de plus de 55 ans en proposant aux seniors des séjours tout compris (pension complète, animations, excursions). La collectivité se charge de la réservation, de l'autocar ; son coût sera intégré au coût du séjour.

La notification de l'ANCV permet non seulement d'accéder aux offres du programme Séniors en vacances mais aussi d'accéder au crédit d'aide au titre de ce programme.

Ainsi, en 2025, le crédit d'aide maximal octroyé au titre de ce programme s'élève à 6 360 €.

Le choix de la destination, la réservation, la constitution d'un groupe de participants et le suivi du contrat seront effectués par le CCAS.

Dans le cadre de la convention 2024, le partenariat entre l'ANCV et le CCAS de Lomme a permis à 49 séniors de participer à un séjour de 8 jours et 7 nuits en Haute-Savoie et 39 d'entre eux ont bénéficié de la participation ANCV.

Il est demandé au Conseil d'Administration de bien vouloir :

- ♦ **APPROUVER** la notification de partenariat entre l'Agence Nationale pour les chèques Vacances (ANCV) et le CCAS de Lomme pour l'année 2025, ci-annexé.
- ♦ **AUTORISER** Monsieur le Président du CCAS de Lomme à signer tout acte administratif nécessaire à la conclusion des contrats, de réservations et à l'organisation des transports concernant la notification avec l'Agence Nationale pour les Chèques Vacances (ANCV) pour l'année 2025.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

**Fait et délibéré, les jours, mois et an ci-dessus**

**Olivier CAREMELLE**



Publié le **10 4 AVR. 2025**

Réception en Préfecture le

SECTION DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION  
SOCIALE DE LOMME  
Monsieur Olivier CAREMELLE  
Président

74 AV DE LA REPUBLIQUE  
59461 LILLE

Sarcelles, le 7 mars 2025

Envoi en lettre recommandée avec accusé de réception

Affaire suivie par : DPS/SGPAS

Identifiant partenaire / N° ANCV : ANCV1878 & SIRET 265903559 - 00010  
(à rappeler sur toutes vos correspondances)

**Objet : Notification de décision d'octroi d'accès au Programme Seniors en Vacances 2025 et d'attribution d'un crédit d'aide à son titre.**

Monsieur,

En réponse à la demande N° 00007320 formulée sur la plateforme Espace Action Sociale Conventionnement, j'ai le plaisir de vous annoncer que, par décision n° FD-SEV 2025-00007320 du 7 mars 2025 l'ANCV a accepté d'accorder à votre structure l'accès au Programme Seniors en Vacances pour 2025, ainsi qu'un crédit d'aide au titre de ce programme d'un montant de 6 360,00 €.

Vous trouverez, jointes à la présente, les conditions du Programme Seniors en Vacances pour les porteurs de projet, que vous êtes tenu de respecter pour toutes les actions mises en œuvre dans le cadre de ce programme.

Nous vous recommandons d'en prendre connaissance avec attention.

Vos droits seront prochainement ouverts sur l'extranet <https://seniors.ancv.com> et le montant d'aide susvisé crédité : vous pouvez d'ores et déjà réserver des séjours auprès des professionnels du tourisme et des loisirs sélectionnés dans le cadre du programme au moyen de votre N° ANCV.

Me réjouissant vivement de notre partenariat sur le champ des politiques de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées 2025, je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Directeur général et par délégation  
Nicolas RANDY, Directeur des Politiques Sociales



**Conditions du Programme Seniors en Vacances 2025 pour les porteurs de projet**  
(version de février 2025)

L'Agence Nationale pour les Chèques-Vacances (ci-après, l'« ANCV », est un établissement public à caractère industriel et commercial régi par les articles L.411-1 à L.411-21 et R.411-1 à R.411-26 du Code du tourisme, placé sous la tutelle du ministre de l'économie et des finances et du ministre chargé du tourisme, et soumis au contrôle économique et financier de l'Etat. Elle a pour mission de gérer et développer le dispositif des Chèques-Vacances et, au moyen des excédents de gestion de cette activité, de concourir à la mise en œuvre des politiques sociales du tourisme, et d'attribuer, conformément aux orientations définies par son conseil d'administration, des aides à vocation sociale en faveur des actions relatives aux équipements de tourisme et de loisirs ainsi qu'en faveur des actions contribuant à l'accès de tous aux vacances.

Dans ce cadre, l'ANCV a mis en place le programme *Seniors en Vacances* (ci-après le « Programme SEV ») qui a pour objectif de rompre l'isolement des personnes âgées au moyen d'une offre de séjours adaptée à leurs besoins, tout en contribuant à l'occupation des équipements touristiques sur les ailes de saison.

Ce programme est accessible aux personnes répondant aux critères d'éligibilité définis par l'ANCV, et reportés aux présentes. Il prévoit l'attribution d'une aide financière permettant des départs qui, à défaut, ne seraient pas possibles. Les conditions de cette aide sont précisées dans les présentes.

Les professionnels du tourisme et des loisirs dont les séjours sont proposés dans le cadre du Programme SEV ont préalablement été sélectionnés par l'ANCV aux termes d'une procédure de mise en concurrence et font l'objet d'un prix maximum.

Au titre du Programme SEV, les séjours sont organisés selon deux modalités :

- ☐ - inscription individuelle : les bénéficiaires s'inscrivent par eux-mêmes et rejoignent en principe un groupe constitué par le professionnel du tourisme ;
- ☐ - inscription en groupe : le séjour est organisé pour un groupe de bénéficiaires par un porteur de projet qui appartient à l'une des catégories suivantes :
  - o - organismes privés à vocation humanitaire, sociale, socio-éducative ou médico-sociale;
  - o - organismes publics concourant aux politiques de cohésion sociale ou aux politiques sociales du tourisme.

Dans le cadre des présentes, les séjours sont organisés selon cette seconde modalité par un porteur de projet, qui fait notamment son affaire de

- ☐ - constituer des groupes de personnes éligibles au Programme SEV et, le cas échéant, à l'aide financière de l'ANCV,
- ☐ - réserver pour ces groupes un ou des séjour(s) parmi ceux éligibles au Programme SEV, auprès de professionnels du tourisme et des loisirs, et
- ☐ - effectuer toutes autres démarches permettant la réalisation de ces projets de séjours.

Le porteur de projet (ci-après le « Porteur de projet ») s'entend de l'organisme, parmi ceux susvisés, ayant formulé, via le site extranet dédié mis à disposition par l'ANCV <https://www.conventions.espace-actionsociale-ancv.com/aides> (ci-après « Espace action sociale Conventionnement » ou « EAS Conventionnement »), une demande d'accès au Programme SEV et d'aide financière dans le cadre du dispositif susvisé, et auquel l'ANCV

a accordé, par décision dûment notifiée, l'accès au Programme SEV et le crédit d'aide à son titre, mentionné à l'article 3 des présentes (ci-après « l'Aide » ou « l'Aide de l'ANCV »).

L'ANCV et le Porteur de projet sont ci-après dénommé(e)s individuellement une « Partie » et, collectivement, les « Parties ».

## **Article 1 – Objet**

Le projet du Porteur de projet est d'organiser des séjours en vacances pour des seniors avec pour objectif de rompre leur isolement.

Le Porteur de projet met en œuvre ce projet à son initiative et sous sa responsabilité.

Les présentes conditions (ci-après les « Conditions ») ont pour objet de

- ☐ - préciser les conditions du Programme SEV pour les porteurs de projet applicables pendant sa durée et
- ☐ - définir les rôles et engagements respectifs des Parties dans le cadre du Programme SEV.

## **Article 2 – Conditions relatives aux séjours, aux bénéficiaires et à l'aide financière de l'ANCV**

### **2.1 Conditions relatives aux séjours**

#### **2.1.1 Offre**

Les séjours doivent avoir lieu dans des équipements que l'ANCV a intégrés dans le programme Seniors en Vacances.

Les porteurs de projet peuvent accéder à la liste de ces équipements sur le site internet <https://seniors.ancv.com/web/grand-public/iframe>.

Les professionnels du tourisme et des loisirs proposent des offres de séjours dans leurs équipements qui ont été intégrés dans le programme.

Ces séjours ont les caractéristiques qui suivent :

- ☐ - en France et dans l'Union européenne ;
- ☐ - d'une durée de quatre (4) nuitées au moins. La durée minimale des séjours dans la Région Ile-de-France peut être portée à deux (2) nuitées.

Les séjours rattachés à une année civile débutent au cours de cette année : les séjours proposés débutent à une date comprise entre le 1er janvier 2025 ou à la date de la notification au Porteur de projet du plafond de crédit d'aide, visé à l'article 3, qui lui est ouvert, si celle-ci intervient postérieurement au 1er janvier 2025, et le 31 décembre 2025.

Le prix maximal du séjour par bénéficiaire est fixé selon la durée du séjour, les prestations et le type de bénéficiaire dans les conditions indiquées à l'Annexe 1.

#### **2.1.2 Modalités de réservation, d'annulation et de règlement des séjours**

Le Porteur de projet procède à la réservation des séjours directement auprès du professionnel du tourisme et des loisirs. Ce dernier devient l'interlocuteur unique du Porteur de projet, depuis la réservation jusqu'au règlement de la facture du prix du séjour.

Les conditions et modalités applicables aux réservations, annulations et règlements des offres de séjours ressortant du Programme SEV sont celles du professionnel du tourisme et des loisirs, le Porteur de projet s'engageant à les respecter dans leur intégralité.

Les prestations afférentes aux séjours sont directement facturées par le professionnel du tourisme et des loisirs au Porteur de projet.

Le montant facturé par le professionnel du tourisme et des loisirs au Porteur de projet en règlement du séjour effectué est établi déduction faite du montant de l'aide financière, visée à l'article 2.3, attribuée, le cas échéant, par l'ANCV aux bénéficiaires qui y sont éligibles.

Le Porteur de projet règle au professionnel du tourisme et des loisirs les factures qui lui sont adressées par ce dernier. Il fait son affaire du remboursement à son attention par les bénéficiaires de la part qui leur revient.

Une partie du coût du séjour demeure à la charge du bénéficiaire dans la mesure de ses moyens.

## **2.2 Conditions relatives aux bénéficiaires**

Sont éligibles au Programme SEV :

- ☐ - les personnes de plus de 60 ans au moment du séjour, ou de plus de 55 ans lorsqu'elles sont handicapées, gravement malades ou dépendantes conformément aux critères suivants :
  - ☐ - personne handicapée : personne reconnue comme telle par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées ;
  - ☐ - personne gravement malade : personne reconnue comme souffrant d'une affection de la liste ALD 30 ;
  - ☐ - personne dépendante : personne reconnue comme relevant des GIR 1 à 4 de la grille AGGIR ;
- et qui sont retraitées ou sans activité professionnelle ;
- ☐ - les personnes rattachées au foyer fiscal de la personne mentionnée au premier tiret, lorsqu'elles partent avec celle-ci ;
- ☐ - les enfants handicapés de la personne mentionnée au premier tiret qui ne sont pas rattachés à son foyer fiscal, lorsqu'ils partent avec celle-ci ;
- ☐ - les aidants non professionnels de la personne handicapée, gravement malade ou dépendante mentionnée au premier tiret, qu'ils partent avec celle-ci ou seuls ;
- ☐ - les aidants professionnels de la personne handicapée, gravement malade ou dépendante mentionnée au premier tiret, lorsqu'ils partent avec celle-ci ;
- ☐ - les jeunes qui accompagnent la personne mentionnée au premier tiret dans le cadre d'un séjour intergénérationnel,

résidents français au moment du séjour auquel ils participent, étant précisé que l'aidant est la personne apportant une aide habituelle ou régulière à une personne handicapée, gravement malade ou dépendante.

Pour pouvoir en bénéficier, les personnes éligibles au Programme SEV devront fournir au Porteur de projet les pièces justificatives visées à l'Annexe 2.

## **2.3 Conditions relatives à l'aide financière de l'ANCV**

Outre l'accès à l'offre de séjours du Programme SEV, l'ANCV peut accorder une aide financière pour la prise en charge partielle du séjour effectué dans le cadre du programme.

L'aide est une aide à la personne, destinée au bénéficiaire.

### **2.3.1 Éligibilité à l'aide**

Peut bénéficier de l'aide le bénéficiaire satisfaisant à l'un des critères suivants, outre les critères d'éligibilité mentionnés au 2.2 :

- ☐ - ressources, mesurées sur la base du revenu net imposable, inférieures au montant maximal fixé selon le nombre de parts du foyer fiscal du bénéficiaire mentionné dans le tableau suivant :

NOMBRE DE PARTS	1	1,5	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5	5,5	6
Revenu net imposable											
- personne seule	16 763	22 410	28 057	33 704	39 351	44 928	50 645	56 292	61 939	67 586	73 233
- couple marié ou parcé	-	-	31 629	37 276	42 923	48 570	54 217	59 864	65 511	71 158	76 805

- ☐ - statut caractérisant une situation d'aidance ou d'engagement citoyen d'un jeune accompagnant, parmi les suivants :
  - ☐ - l'aidant d'une personne handicapée, gravement malade ou dépendante conformément aux critères suivants :
    - personne handicapée : personne reconnue comme telle par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées ;
    - personne gravement malade : personne reconnue comme souffrant d'une affection de la liste ALD 30 ;
    - personne dépendante : personne reconnue comme relevant des GIR 1 à 4 de la grille AGGIR ;
    - aidant : personne apportant une aide habituelle ou régulière à une personne handicapée, gravement malade ou dépendante.
  - ☐ - le volontaire en service civique.

Conformément aux Conditions générales applicables à l'ensemble des programmes d'action sociale de l'ANCV, un même bénéficiaire ne peut recevoir d'aide financière à la personne de l'ANCV qu'une fois par année civile, sauf disposition contraire prévue par les conditions générales propres à un programme.

Par dérogation aux Conditions générales applicables à l'ensemble des programmes,

- ☐ - l'aidant partant avec une personne âgée handicapée, gravement malade ou dépendante et
- ☐ - le jeune accompagnant dont le statut caractérisant une situation d'engagement citoyen figure sur la liste susmentionnée

peuvent bénéficier de l'aide sans limitation du nombre de séjours par année civile.

Par dérogation aux Conditions générales applicables à l'ensemble des programmes également, le jeune accompagnant dont le statut caractérisant une situation d'engagement citoyen figure sur la liste susmentionnée peut cumuler le bénéfice du programme avec le bénéfice d'un autre programme ou d'une autre aide de l'ANCV au cours de l'année civile.

Peuvent être bénéficiaires de l'aide les personnes à la fois :

- ☐ - éligibles à l'aide conformément aux conditions du présent article,
- ☐ - inscrites, dans les conditions visées à l'article 4.9, à un séjour visé à l'article 2.1 et
- ☐ - ayant effectivement participé à ce séjour, comme en attesteront la liste des participants visée à l'article 4.11 et les justificatifs de réalisation du séjour visés à l'article 4.7.

Pour pouvoir bénéficier de l'aide financière, les personnes qui y sont éligibles devront fournir au Porteur de projet les pièces justificatives visées à l'Annexe 2.

### 2.3.2 Montant de l'aide

Le montant de l'aide est égal :

- ☐ à un pourcentage du prix TTC du séjour par bénéficiaire participant au séjour,
- ☐ dans la limite d'un montant déterminé en fonction de la durée du séjour, des prestations et du type de bénéficiaire



selon les dispositions de l'Annexe 1.

Elle est versée en numéraire au professionnel du tourisme, qui la déduit du prix dû par le bénéficiaire.

L'ANCV pourra faire évoluer les conditions de l'aide pendant la durée des présentes. Les porteurs de projet en seront informés avec un préavis de quinze (15) jours et les nouvelles conditions s'appliqueront aux nouvelles réservations.

### **Article 3 – Montant et modalités de versement de l'Aide par l'ANCV**

Au titre du Programme SEV et sous réserve du respect des présentes, l'ANCV s'engage à attribuer au Porteur de projet le crédit d'Aide dont le montant lui a été notifié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, exclusivement destinés à l'affectation individuelle à des bénéficiaires conformément aux Conditions, en particulier celles visées à l'article 2.3.

Le montant de l'Aide sera libéré par l'ANCV entre les mains du professionnel du tourisme et des loisirs auprès duquel le Porteur de projet aura réservé le séjour, à l'issue de celui-ci et après validation, tant par le professionnel du tourisme et des loisirs que par le Porteur de projet, de la liste des participants visée à l'article 4.11.

### **Article 4 – Obligations du Porteur de projet**

Dans le cadre des présentes, le Porteur de projet s'engage notamment à :

- 4.1** Exercer son activité conformément à la réglementation en vigueur.
- 4.2** Porter les Conditions à la connaissance de toutes personnes, salariées ou bénévoles, susceptibles d'intervenir en son nom et pour son compte dans le cadre du Programme SEV.
- 4.3** Désigner, par tout moyen écrit, un référent du Programme SEV au sein de sa structure, seul interlocuteur de l'ANCV et du professionnel du tourisme et des loisirs, en précisant ses nom(s) et prénom(s), sa fonction au sein de la structure, ses coordonnées téléphoniques et son adresse email valides, toute modification dans ces informations ou la personne du référent pendant la durée d'accès du Porteur de projet au Programme SEV, majorée de la durée visée à l'article 4.8, devant être portée à la connaissance de l'ANCV en temps utiles.
- 4.4** Vérifier l'éligibilité des personnes au Programme SEV ainsi que leur éventuelle éligibilité à l'aide financière de l'ANCV, selon les critères et conditions fixés aux articles 2.2.1 et 2.2.2.
- 4.5** Veiller à ce qu'une partie du coût du séjour demeure à la charge de chacun des bénéficiaires dans la mesure de ses moyens.
- 4.6** Informer par écrit les participants au séjour que celui-ci ressort du programme Seniors en Vacances de l'ANCV, tout comme l'Aide financière individuelle apportée aux seniors qui y sont éligibles, des conditions du dispositif (notamment de l'impossibilité de cumuler les aides de l'ANCV), et de ce qu'ils pourront être interrogés par l'ANCV ou par un prestataire mandaté par celle-ci dans le cadre d'enquêtes ou de contrôles.
- 4.7** Collecter, dans le respect de l'article 5,

- ☐ - les justificatifs du respect des critères d'éligibilité des bénéficiaires au Programme SEV et, le cas échéant, à l'Aide en ressortant, conformément aux articles 2.2 et 2.3.1,
- ☐ - les justificatifs de la réalisation et du paiement des séjours (factures acquittées), conformément à l'article 2.1.2,

et, plus généralement, toutes pièces commerciales, administratives, financières et comptables se rapportant au Programme SEV.

**4.8** Conserver l'ensemble des documents susvisés pendant un délai de cinq (5) ans commençant à courir à compter de leur collecte, porté à dix (10) ans concernant les documents comptables, dans le respect de l'article 5, et les communiquer à l'ANCV à première demande pendant cette période.

**4.9** Communiquer à l'ANCV la liste des participants au séjour via le site extranet de l'ANCV <http://seniors.ancv.com>, **au plus tard dix-sept (17) jours avant la date du début du séjour (« J-17 »), aucune modification de cette liste ne pouvant être effectuée au-delà**, et en tout état de cause avant le terme ou, le cas échéant, la fin de l'accès du Porteur de projet au Programme SEV pour toute autre raison précisée à l'article 11, en renseignant les rubriques suivantes :

- ☐ civilité, nom, prénom, date et lieu de naissance de chaque participant,
- ☐ adresse du lieu de leur résidence,
- ☐ courriel dans la mesure du possible,
- ☐ mention du type d'éligibilité (selon le cas, éligibilité au programme et/ou à l'aide financière de l'ANCV visés respectivement aux articles 2.2 et 2.3.1).

Seule la liste des participants enregistrée sur le site extranet <http://seniors.ancv.com> sera prise en compte pour la validation de la liste des participants à un séjour visée à l'article 4.10.

**4.10** Afin de permettre à l'ANCV de procéder au versement, entre les mains du professionnel du tourisme et des loisirs, du montant de l'aide financière attribué à chacun des participants éligibles et ayant effectivement participé au séjour, **valider** sur le site extranet <http://seniors.ancv.com> susvisé, **dans un délai de quinze (15) jours** suivant la réception du courriel « **[ANCV-SEV WEB] VALIDATION LISTE DE PARTICIPANTS** » automatiquement adressé à l'issue du séjour, la liste des participants au séjour, **un séjour pré-marqué pour un participant comme « réalisé » devant être décoché si tel n'est pas le cas**. Les intérêts de retards qui seraient dus au professionnel du tourisme et des loisirs du fait d'un retard du Porteur de projet seront à la charge du Porteur de projet.

**4.11 S'assurer :**

- ☐ - De la reproduction, sur les pièces contractuelles qui lui sont adressées par le professionnel du tourisme et des loisirs, de la marque « *ancv SENIORS EN VACANCES* » reproduite en première page des présentes, permettant d'identifier les séjours, objet de la réservation, comme ressortant du Programme SEV, et l'indiquer à l'ANCV si tel n'était pas le cas.
- ☐ - De la communication par le professionnel du tourisme et des loisirs, avant toute réservation, de ses conditions générales de vente.
- ☐ - Que le professionnel du tourisme et des loisirs **a mis à jour, au plus tard, dans la semaine qui suit la réservation**, l'état de ses réservations sur le site extranet <http://seniors.ancv.com> susvisé. A défaut, **en informer immédiatement l'ANCV** de telle manière qu'elle puisse intervenir auprès du professionnel du tourisme et des loisirs pour régularisation.

**4.12** Respecter les conditions et modalités de réservation, d'annulation et de règlement des offres de séjours en vigueur chez le professionnel du tourisme et des loisirs auprès duquel il a réservé, tout règlement devant avoir lieu directement entre ses mains.

**4.13** Ne facturer aux participants aucun frais de dossier ni, plus généralement, aucun coût de quelque nature que ce soit, qui viendrait s'ajouter au prix des prestations liées aux offres de séjours, diminué, pour les bénéficiaires éligibles, du montant de l'aide financière de l'ANCV, hormis ceux liés, le cas échéant, au transport et aux excursions supplémentaires.

**4.14** En cas de fraude ou de tout autre incident entraînant une attribution et/ou une utilisation indue de l'Aide versée par l'ANCV au titre des présentes, prendre toutes mesures appropriées au regard de la situation, comme par exemple :

- - au moment de l'incident, déclarer sans délai l'incident à l'ANCV en lui transmettant toutes informations et pièces nécessaires, l'ANCV se réservant le droit d'effectuer à son tour, à ce moment ou ultérieurement, toute action qu'elle estimerait nécessaire au regard de la situation (intégration du Porteur de projets au plan de contrôle, rappel à l'ordre, suspension voire résolution du partenariat, ...), dont elle tiendra le Porteur de projet informé en temps utiles ;
- - au fil de la gestion puis à la clôture de chaque incident, informer l'ANCV de l'évolution de la situation, notamment des suites données aux actions intentées et des éventuels dédommagements perçus, l'ANCV tenant également le Porteur de projet informé des suites données à ses propres actions et des suites qu'elle entend donner à la survenue et à la gestion par le Porteur de projet de l'incident.

En tout état de cause, le Porteur de projet demeure responsable de tels incidents, susceptibles d'entraîner l'application des sanctions prévues aux articles 4.18, 4.19 et 10, et/ou le retrait de l'accès du Porteur de projet au Programme SEV pour l'un des motifs et selon les modalités visées à l'article 11.2.

**4.15** Répondre par écrit et dans un délai de quinze (15) jours à toute demande écrite de l'ANCV concernant le déroulement du présent partenariat, pendant la durée d'accès du Porteur de projet au Programme SEV majorée de la durée visée à l'article 4.8.

**4.16** Se référer au Programme SEV de l'ANCV sur tous ses supports de communication et documents produits dans le cadre des présentes, notamment par la reproduction de la marque « *ancv SENIORS EN VACANCES* » susvisée dans le respect des articles 6 et 7, toute communication sur le présent partenariat devant toutefois cesser à la suspension ou cessation de l'accès du Porteur de projet au Programme SEV pour quelque cause que ce soit.

**4.17** Se soumettre, pendant toute la durée de l'accès du Porteur de projet au Programme SEV majorée de la durée visée à l'article 4.8, à tout contrôle portant sur l'exécution des présentes que l'ANCV se réserve le droit d'exercer, sur pièces et/ou sur place, à son siège ou au sein de ses délégations, notamment par la communication à l'ANCV, à première demande des documents visés à l'article 4.7 et de tout écrit informant les bénéficiaires selon les dispositions de l'article 4.6, tout contrôle ayant lieu moyennant un délai de prévenance de trente (30) jours.

**4.18** Rembourser l'ANCV du montant de l'Aide que celle-ci aura versée au professionnel du tourisme et des loisirs s'il s'avère qu'une ou plusieurs conditions des présentes n'étaient pas respectées, notamment les conditions fixées à l'article 2, pendant la durée de l'accès du Porteur de projet au Programme SEV majorée de la durée visée à l'article 4.8.

**4.19** Payer à l'ANCV une pénalité s'il s'avère qu'un participant à un séjour organisé par le Porteur de projet n'était pas éligible au Programme, par exemple dans le cadre d'un contrôle réalisé par l'ANCV, et ce pendant la durée de l'accès du Porteur de projet au Programme SEV majorée de la durée visée à l'article 4.8.

Le montant de la pénalité est fixé à vingt (20) euros par participant non éligible.

## **Article 5 – Protection des données à caractère personnel**

Dans le cadre des présentes, les Parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel, en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD »).

**5.1** Chaque Partie peut être amenée à collecter et à traiter les données à caractère personnel des salariés, des référents ou des signataires de l'autre Partie. Les données à caractère personnel susceptibles d'être collectées sont les suivantes : nom, prénom, signature, adresse électronique professionnelle, numéro de téléphone professionnel, adresse postale professionnelle. La finalité de ce traitement est la bonne exécution des Conditions pour la mise en œuvre du Programme SEV. Chacune des Parties est responsable du traitement qu'elle effectue en son nom et pour son compte dans ce cadre. Les données sont destinées aux services habilités de la Partie qui les collecte et aux sous-traitants agissant pour le compte de celle-ci. Elles seront conservées pendant la durée de l'accès du Porteur de projet au Programme SEV majorée d'un délai de cinq (5) ans, porté à dix (10) ans concernant tous documents comptables.

Conformément au RGPD, les personnes concernées disposent des droits suivants sur leurs données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication après leur décès des données à caractère personnel les concernant.

Pour exercer leurs droits ou solliciter de plus amples informations sur le traitement effectué, les personnes concernées saisissent le Délégué à la Protection des Données de la Partie responsable du traitement, par courrier libellé à son siège social, situé 36 boulevard Henri Bergson, 95201 SARCELLES cedex. Il leur est recommandé de joindre la copie de leur pièce d'identité.

Sous réserve d'un manquement aux dispositions précédentes, les personnes concernées ont la faculté d'introduire une réclamation auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

**5.2** Dans le cadre des présentes, le Porteur de projet s'engage à effectuer pour le compte de l'ANCV les opérations de traitement de données à caractère personnel définies en Annexe 3, dans les conditions qui y sont précisées.

## **Article 6 – Communication – Valorisation du partenariat**

Le Porteur de projet autorise l'ANCV à faire état du partenariat sur son site internet et dans sa communication institutionnelle.

Réciproquement, l'ANCV invite le Porteur de projet à faire état du partenariat sur son site internet.

L'utilisation du logo de chacune des Parties dans le cadre de cette référence et, globalement, du présent article, s'effectue dans les conditions prévues à l'article 7.

Les Parties pourront également valoriser le partenariat par tout autre moyen à leur convenance, sur lequel elles auront préalablement obtenu l'accord écrit de l'autre Partie, et notamment :

- ☐ - pour ce qui concerne le Porteur de projet, en informant de l'existence de ce partenariat et de ses modalités générales les tiers intéressés, et en les invitant à contacter l'ANCV s'ils souhaitent en solliciter le bénéfice ou celui d'un partenariat au titre d'un autre de ses programmes d'action sociale ;
- ☐ - en conviant l'autre Partie à toute manifestation permettant de communiquer sur le partenariat (congrès, salons, séminaires, formations,...) et en participant aux actions de communication similaires que l'autre Partie serait amenée à organiser dans le

même objectif.

Toute communication sur le partenariat devra toutefois cesser à la suspension ou cessation de l'accès du Porteur de projet au Programme SEV pour quelque cause que ce soit, excepté en cas de communication à des fins purement historiques.

## **Article 7 – Propriété intellectuelle**

Chaque Partie peut, pendant toute la durée de l'accès du Porteur de projet au Programme SEV et dans les hypothèses spécifiquement prévues dans les présentes ou autrement convenues par écrit entre les Parties dans le cadre exclusif de leur exécution, utiliser et reproduire les marques, logos, noms, photographies, images, textes ou tout autre signe appartenant à l'autre Partie qui lui ont été communiqués par celle-ci à cet effet (ci-après les « Signes »), sous réserve toutefois que leur utilisation et leur reproduction soient conformes aux directives de celle-ci, notamment à leur charte graphique.

Les Parties se garantissent réciproquement de la titularité des droits portant sur les Signes, dont elles consentent les droits susvisés à l'autre Partie pour l'exécution des présentes.

Chaque Partie reconnaît que l'usage qui lui est concédé des Signes, et plus particulièrement de tous droits de propriété intellectuelle ou industrielle y attachés, ne lui confère aucun droit de propriété ou d'utilisation et de reproduction en dehors des présentes, que les Signes de l'autre Partie sont la propriété exclusive de cette dernière et qu'elle n'a donc aucun droit sur ceux-ci autre que ceux définis aux présentes.

Toute utilisation, par une Partie, des Signes de l'autre Partie devra ainsi cesser à la suspension ou cessation de l'accès du Porteur de projet au Programme SEV pour quelque cause que ce soit.

## **Article 8 – Relation entre les Parties**

### **8.1 Indépendance**

Les Parties sont des entités indépendantes, agissant chacune pour leur propre compte et sous leur propre responsabilité. Les présentes n'autorisent pas les Parties à conclure de contrats ni à prendre d'engagements au nom et pour le compte de l'autre Partie, n'engendre aucune société entre elles, ni ne crée de lien de subordination entre une Partie et les préposés de l'autre Partie.

### **8.2 Intuitu personae**

L'accès du Porteur de projet au Programme SEV est accordé intuitu personae, en considération de la personne de chacune des Parties. En conséquence,

- ☐ - aucune des Parties ne peut céder ni transférer ni apporter à un tiers, pour quelque raison que ce soit, tout ou partie des droits ou obligations résultant des présentes, sans l'accord préalable et écrit de l'autre Partie ;
- ☐ - en cas de modification impactant une Partie pendant la durée de l'accès du Porteur de projet au Programme SEV, et plus généralement en cas de modification susceptible d'affecter son maintien, celle-ci s'engage à en aviser immédiatement et par écrit l'autre Partie, qui sera en droit d'y mettre fin dans les conditions précisées en son article 11.

## **Article 9 – Dates – durée**

Les Conditions prennent effet à compter de janvier 2025 et s'appliquent au Porteur de projet auquel l'accès au Programme SEV est accordé en 2025 par notification de l'ANCV, à l'exclusion de toutes autres conditions antérieures portant sur le même objet.

Leurs effets prendront fin automatiquement, sans formalité, le 31 décembre 2025, hormis en cas de substitution en cours d'année civile par de nouvelles conditions – qui mettra un terme aux effets des présentes, et à l'exception des dispositions des articles 10 à 12 qui produiront effet au-delà du terme susvisé ou en cas de modification des Conditions en cours d'année civile selon les modalités qui y sont précisées.

## **Article 10 – Suspension de l'accès au Programme SEV**

L'ANCV se réserve le droit de suspendre unilatéralement, de plein droit et sans sommation, pendant une durée qu'elle détermine librement dans la limite de trois (3) années suivant le terme visé à l'article 9, l'accès au Programme SEV à l'encontre, selon le cas, du Porteur de projet et/ou d'un bénéficiaire, en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- - absence de paiement de tout ou partie des factures que lui aura adressées le professionnel du tourisme et des loisirs,
- - absence de communication de tout ou partie des pièces et éléments requis aux termes des présentes,
- - survenance d'un incident sur un lieu de séjour, dû notamment à un problème de comportement ou à une mauvaise observation des règles de vie collectives par un bénéficiaire,

et plus généralement, en cas de survenance d'un événement nécessitant la prise d'une mesure conservatoire.

La suspension prendra effet à compter de la réception par le Porteur de projet d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception l'en informant, précisant si elle produit des effets à son encontre ou à l'encontre du bénéficiaire, la nature des effets (suspension de l'accès au Programme SEV et/ou l'annulation ou l'interruption du séjour du bénéficiaire en cause), la date d'effet de la suspension, qui sera immédiate si la situation le requiert, ainsi que la durée et/ou, le cas échéant, les actions permettant de mettre un terme à la suspension.

La suspension pour le Porteur de projet aura en particulier pour effets que son code d'accès sera automatiquement et de plein droit désactivé, et que le solde du crédit d'Aide attribué, non affecté à des bénéficiaires inscrits à un séjour conformément à l'article 4.9, sera gelé, de nouveaux séjours ne pouvant plus être réservés pendant la durée de la suspension.

Le partenariat poursuivra ses effets pour les aides déjà attribuées aux personnes éligibles, dans les conditions et selon les modalités respectivement définies aux articles 2.2 et 2.3.1, pour tout projet de séjour pour lequel la liste des participants aura été communiquée à l'ANCV conformément aux dispositions de l'article 4.9.

L'ANCV demeure libre de mettre fin, à sa convenance et unilatéralement, à la suspension de l'accès au Programme SEV du bénéficiaire ou du Porteur de projet pour, concernant ce dernier, soit le lui accorder à nouveau, soit y mettre fin de manière anticipée conformément aux dispositions de l'article 11.2.

## **Article 11 – Fin anticipée de l'accès au Programme SEV**

### **11.1 Par le Porteur de projet**

Le Porteur de projet peut demander, à tout moment, à ce qu'il soit mis fin de manière anticipée à son accès au Programme SEV, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, notamment en cas de modification des Conditions n'accueillant pas son agrément.

### **11.2 Par l'ANCV**

Sans préjudice des dispositions de l'article 10, l'ANCV se réserve le droit, à tout moment, de retirer l'accès du Porteur de projet au Programme SEV, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception,

- ☐ - en cas de manquement à l'une ou l'autre des obligations visées aux articles 4 à 7, et 10, auquel il ne serait pas totalement remédié dans un délai de quinze (15) jours suivant la réception ou, à défaut, l'envoi au Porteur de projet de la lettre susvisée l'en mettant en demeure, et/ou
- ☐ - dans l'une des hypothèses visées à l'article 8.2, et/ou
- ☐ - en cas de cessation d'activité, mise en sommeil, dissolution ou liquidation du Porteur de projet, sous réserve des dispositions légales.

Le retrait de l'accès au Programme SEV interviendra automatiquement et de plein droit à l'issue du délai de quinze (15) jours susvisé ou immédiatement dans les autres hypothèses.

## **Article 12 – Effets du terme et de la fin anticipée de l'accès au Programme SEV – Conséquences d'un contrôle**

### **12.1 Poursuite d'exécution de certaines obligations**

Au terme visé à l'article 9 ou à la fin anticipée pour quelque cause que ce soit de l'accès du Porteur de projet au Programme SEV ou en cas de modification des Conditions pendant la période visée à l'article 9, les présentes poursuivront toutefois leurs effets concernant :

- ☐ - l'accès au Programme SEV et le versement de l'aide financière de l'ANCV attribuée aux personnes éligibles, dans les conditions et selon les modalités respectivement définies aux articles 2.2 et 2.3.1, pour tout projet de séjour pour lequel la liste des participants aura été communiquée à l'ANCV, conformément aux dispositions de l'article 4.9, avant le terme ou la fin anticipée de l'accès au Programme SEV ou la modification des Conditions ; et
- ☐ - les dispositions des articles 4 et 5 prévoyant une exécution au-delà du terme susvisé.

### **12.2 Retrait du code et du solde de crédit d'Aide**

Au terme visé à l'article 9 ou à la fin anticipée pour quelque cause que ce soit de l'accès du Porteur de projet au Programme SEV,

- ☐ - le code d'accès du Porteur de projet sera automatiquement et de plein droit désactivé, et
- ☐ - le solde du crédit d'Aide attribué au Porteur de projet non consommé conformément aux présentes sera annulé.

### **Article 13 – Attribution de juridiction – Responsabilité**

Tout litige ou contestation auquel l'accès du Porteur de projet au Programme SEV ou les Conditions pourraient donner lieu sera de la compétence exclusive des tribunaux compétents dans le ressort du siège social de l'ANCV, y compris en cas de procédure de référé, de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie.

Par définition, l'ANCV ne saurait en aucun cas être tenue responsable de l'exécution ou de l'absence d'exécution de tout ou partie des obligations qui incombent, dans le cadre du Programme SEV, à ses cocontractants, professionnels du tourisme, bénéficiaires du Programme SEV ou tiers, de leurs manquements ou insuffisances, ou encore, de leur comportement préjudiciable, notamment :

- ☐ - de l'annulation de la réservation par les professionnels du tourisme et des loisirs, de l'absence d'exécution de tout ou partie de leurs obligations, et plus généralement, de toute défectuosité ou manquement, quel qu'il soit, dans le cadre de l'exécution de leurs obligations,
- ☐ - de l'inexactitude ou de l'insuffisance des informations communiquées par les professionnels du tourisme et des loisirs, comme de la qualité défectueuse de leur communication au Porteur de projet,
- ☐ - de l'absence de couverture d'assurance ou de couverture d'assurance insuffisante des professionnels du tourisme et des loisirs, du Porteur de projet ou des bénéficiaires du Programme SEV,
- ☐ - de l'absence de production d'une autorisation parentale empêchant un mineur de participer au séjour,
- ☐ - du comportement des bénéficiaires du Programme SEV susceptible d'engager leur responsabilité contractuelle, quasi-délictuelle ou délictuelle.

### **Article 14 – Dispositions générales**

#### **14.1 Annexes**

Les annexes suivantes font partie intégrante des Conditions et en sont indissociables :

- ☐ Annexe 1 : Conditions particulières au Programme SEV pour 2025
- ☐ Annexe 2 : Pièces justificatives à produire par les bénéficiaires
- ☐ Annexe 3 : Opérations de traitement des données à caractère personnel effectuées par le Porteur de projet pour le compte de l'ANCV

#### **14.2 Non-renonciation**

Le fait pour l'une ou l'autre des Parties, en une ou plusieurs occasions, de ne pas se prévaloir d'une ou plusieurs dispositions des Conditions ne pourra en aucun cas impliquer la renonciation par cette Partie à s'en prévaloir ultérieurement.

#### **14.3 Invalidité partielle**

Si une ou plusieurs stipulations des Conditions devai(en)t être tenue(s) ou déclarée(s) comme invalide(s) en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, cette ou ces stipulation(s) serai(en)t réputée(s) écartée(s) sans que cela affecte la validité des autres stipulations des Conditions.

#### **14.4 Modification**

Toute modification des Conditions sera dûment notifiée au Porteur de projet moyennant un préavis de quinze (15) jours.



## **1. PRIX DES SÉJOURS**

Le prix maximal du séjour par bénéficiaire, mentionné à l'article 2.1.1 des Conditions, est fixé comme suit, hors assurance annulation, autres prestations et taxe de séjour :

- ☐ **pour un séjour de sept (7) nuitées en France ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne**, en pension complète et comprenant au moins une animation quotidienne et une excursion hors du site du séjour :
  - o - 484 € TTC hors enfant ou jeune âgé de 18 ans au plus, hors supplément pour chambre individuelle ;
  - o - 294 € TTC pour l'enfant ou le jeune âgé de 18 ans au plus, hors supplément pour chambre individuelle ;
  - o - 94 € TTC de supplément pour chambre individuelle ;
- ☐ **pour un séjour de quatre (4) nuitées en France ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne**, en pension complète et comprenant au moins une animation quotidienne et une excursion hors du site du séjour :
  - o - 404 € TTC hors enfant ou jeune âgé de 18 ans au plus, hors supplément pour chambre individuelle ;
  - o - 246 € TTC pour l'enfant ou le jeune âgé de 18 ans au plus, hors supplément pour chambre individuelle ;
  - o - 77 € TTC de supplément pour chambre individuelle ;
- ☐ **pour un séjour de deux (2) nuitées en Région Ile-de-France**, en formule nuit et petit-déjeuner et comprenant une excursion hors du site du séjour :
  - o - 404 € TTC hors enfant ou jeune âgé de 18 ans au plus, hors supplément pour chambre individuelle ;
  - o - 246 € TTC pour l'enfant ou le jeune âgé de 18 ans au plus, hors supplément pour chambre individuelle ;
  - o - 77 € TTC de supplément pour chambre individuelle ;
- ☐ **pour un séjour de quatre (4) nuitées dans les Outremers**, en demi-pension et comprenant une excursion hors du site du séjour :
  - o - 484 € TTC hors enfant ou jeune âgé de 18 ans au plus, hors supplément pour chambre individuelle ;
  - o - 294 € TTC pour l'enfant ou le jeune âgé de 18 ans au plus, hors supplément pour chambre individuelle ;
  - o - 94 € TTC de supplément pour chambre individuelle

## **2. MONTANT MAXIMAL DE L'AIDE**

Le montant de l'aide est égal à 50% du prix TTC du séjour par bénéficiaire participant au séjour, dans la limite des montants suivant :

- ☐ - **pour un séjour de sept (7) nuitées en France ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne**, en pension complète et comprenant au moins une animation quotidienne et une excursion hors du site du séjour : 212 € ;
- ☐ - **pour un séjour de quatre (4) nuitées en France ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne**, en pension complète et comprenant au moins une animation quotidienne et une excursion hors du site du séjour : 176 € ;

- ☐ - **pour un séjour de deux (2) nuitées en Région Ile-de-France**, en formule nuit et petit-déjeuner et comprenant une excursion hors du site du séjour : 176 € ;
- ☐ - **pour un séjour de quatre (4) nuitées dans les Outremers**, en demi-pension et comprenant une excursion hors du site du séjour : 212 €.

## ANNEXE 2 : PIÈCES JUSTIFICATIVES À PRODUIRE PAR LES BÉNÉFICIAIRES

	Public	Pièces justificatives
<b>Critères d'éligibilité au programme SEV</b>	Pour les personnes de plus de 60 ans au moment du séjour, ou de plus de 55 ans lorsqu'elles sont en situation de handicap, qui sont retraitées ou sans activité professionnelle	L'un des justificatifs de situation suivants : - attestation de la caisse de retraite justifiant de l'ouverture des droits à la retraite ou dernier avis d'impôt mentionnant le versement des pensions de retraite - attestation de France Travail <u>et, pour les personnes handicapées de moins de 60 ans, l'un des justificatifs suivants :</u> <input type="checkbox"/> carte d'invalidité <input type="checkbox"/> attestation de l'année en cours du bénéfice de l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) <input type="checkbox"/> carte « Station debout pénible »
	Pour les personnes rattachées au foyer fiscal de la personne mentionnée au premier tiret, lorsqu'elles partent avec celle-ci :	Dernier avis d'imposition
	Pour les enfants handicapés de la personne mentionnée au premier tiret qui ne sont pas rattachés à son foyer fiscal, lorsqu'ils partent avec celle-ci :	L'un des justificatifs de situation suivants : <input type="checkbox"/> carte d'invalidité <input type="checkbox"/> attestation de l'année en cours du bénéfice de l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) <input type="checkbox"/> carte « Station debout pénible »
	Pour les aidants non-professionnels de seniors en situation de dépendance, ou de personnes gravement malades ou en situation de handicap, qu'ils partent avec celle-ci ou seuls	Attestation sur l'honneur de la personne aidée qu'elle est aidée par l'aidant non-professionnel et, selon sa situation, l'un des justificatifs suivants : - Attestation du bénéfice de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) de l'année en cours de la personne aidée - Attestation du classement de la personne aidée délivrée par le Conseil Général du département du domicile de cette dernière (pour les GIR 2 à 4) - Attestation du classement de la personne aidée délivrée par la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (pour les GIR 5 et 6) - Carte d'invalidité ou attestation du bénéfice de l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) de l'année en cours ou carte « Station debout pénible » de la personne aidée - Carte mobilité inclusion- invalidité - Attestation de droits CPAM mentionnant l'ALD de la personne aidée
	Pour les aidants professionnels de la personne handicapée, gravement malade ou dépendante mentionnée au premier tiret, lorsqu'ils partent avec celle-ci	Copie du contrat de travail en cours de validité ou attestation de l'employeur
	Pour les jeunes qui accompagnent les seniors dans le cadre d'un séjour intergénérationnel.	Copie du contrat d'engagement service civique en cours de validité
<b>Critères d'Eligibilité à l'aide financière de l'ANCV</b>	Pour les seniors éligibles au titre des ressources (cf. tableau 2.2.2)	Dernier avis d'imposition. Les seniors qui ne présenteront pas leur dernier avis d'imposition seront considérés comme non-éligible à l'aide financière de l'ANCV.
	Aidant d'un senior en situation handicap ou de dépendance ou gravement malade (aidant non-professionnel, aidant professionnel ou volontaire en service civique)	Pour l'aidant non-professionnel : Une attestation sur l'honneur justifiant de l'engagement en tant qu'aidant non-professionnel et mentionnant le nom du senior aidé ou une attestation sur l'honneur élaborée par le senior aidé et mentionnant le nom de l'aidant non-professionnel. Mêmes justificatifs que pour l'éligibilité au programme SEV
<b>Pour chaque bénéficiaire</b>		CNI ou passeport ou acte de naissance
		Pour les mineurs, une attestation de son représentant légal autorisant la collecte et l'utilisation des pièces justificatives demandées pour le mineur dans les conditions prévues par les présentes.

**ANNEXE 3 :**  
**OPERATIONS DE TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**  
**EFFECTUEES PAR LE PORTEUR DE PROJET POUR LE COMPTE DE L'ANCV**

La présente annexe a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Porteur de projet, agissant en qualité de sous-traitant des données au sens du Règlement européen sur la protection des données, s'engage à effectuer pour le compte de l'ANCV, responsable de traitement de ces données au regard dudit règlement, les opérations (ci-après le « Service ») de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

**Article 1 – Description du traitement faisant l'objet du Service**

Le Porteur de projet est autorisé à traiter pour le compte de l'ANCV, les données à caractère personnel (ci-après les « Données ») nécessaires des personnes concernées éligibles au Programme SEV pour permettre sa mise en œuvre.

La nature du Service réalisé par le Porteur de projet consiste en

- ☐ -la sélection des publics éligibles au Programme SEV et en
- ☐ -la saisie des Données sur le site <http://seniors.ancv.com> mis à disposition par l'ANCV.

La finalité principale du traitement des Données est de permettre la gestion du Programme SEV ; les finalités accessoires, la réalisation d'opérations de contrôles de la mise en œuvre du Programme SEV, et d'enquêtes de satisfaction réalisées par l'ANCV et/ou ses partenaires.

Les Données traitées sont :

- ☐ - d'une part, les informations portant sur le senior, l'aidant, l'accompagnant éligibles au Programme SEV en application de l'article 2 des Conditions (ci-après les « Bénéficiaires ») : civilité, nom, prénom, date de naissance, lieu de naissance, adresse postale complète, courriel, numéro de téléphone, copie de pièce d'identité, identifiant sur le site <http://seniors.ancv.com>, éligibilité au Programme SEV ou non, éligibilité à l'aide de l'ANCV ou non, et, le cas échéant, copie du dernier avis d'imposition, autorisation parentale pour les mineurs, statut de retraité ou absence d'activité professionnelle, copie d'un justificatif du statut de retraité ou attestation Pôle emploi, état de santé (handicapé ou non, dépendant ou non), copie d'un justificatif de handicap, copie d'un justificatif de dépendance, statut d'aidant, justificatif du statut d'aidant, statut de jeune en service civique, copie du contrat d'engagement service civique le cas échéant, qualité de bénéficiaire effectif du Programme SEV, qualité de bénéficiaire effectif de l'aide de l'ANCV.
- ☐ - d'autre part, les informations portant sur le séjour : souhait d'une chambre individuelle, souhait d'un regroupement avec une autre personne, mention de l'inscription d'un accompagnant du participant sous réserve de son éligibilité au Programme SEV dans les conditions de l'article 2 des Conditions, commentaires éventuels.

Pour l'exécution du Service, l'ANCV met à la disposition du Porteur de projet, les critères d'éligibilité des Bénéficiaires au Programme SEV, ainsi que l'outil SEV WEB servant à la saisie et au traitement des Données collectées par le Porteur de projet.

Les Données devront être conservées par le Porteur de projet pendant une durée de cinq (5) ans commençant à courir à compter de leur collecte.

## **Article 2 – Obligations du Porteur de projet vis-à-vis de l'ANCV**

Le Porteur de projet s'engage à :

1- traiter les Données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet des présentes.

2- traiter les Données conformément aux instructions de l'ANCV figurant à l'article 1 de la présente annexe. Si le Porteur de projet considère qu'une instruction constitue une violation du Règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union Européenne ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'ANCV. En outre, si le Porteur de projet a l'obligation de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit communautaire ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'ANCV de cette obligation avant le traitement.

3- garantir la confidentialité des Données traitées dans le cadre des présentes.

4- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les Données en vertu des présentes :  
- s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation appropriée de confidentialité  
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

5- prendre en compte, s'agissant du Service, les principes de protection des Données dès la conception, et de protection des Données par défaut.

6- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires, eu égard aux risques liés au traitement, à la nature des Données à protéger et au coût de mise en œuvre, afin de protéger les Données contre toute perte fortuite, altération, divulgation à des tiers non autorisés.

7- présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à répondre aux exigences de toute réglementation en vigueur applicable au traitement des Données à caractère personnel, notamment du Règlement européen sur la protection des données, et de garantir la protection des droits des personnes concernées.

8- tenir, le cas échéant, un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'ANCV, conformément à l'article 30 § 2 et suivants du Règlement européen sur la protection des données et à coopérer avec l'autorité de contrôle compétente et, sur demande, à mettre le registre à sa disposition.

9- à la demande de l'ANCV et compte tenu de la nature du traitement et des informations à sa disposition, aider cette dernière à apporter la preuve du respect des obligations en matière de protection des Données, notamment dans le cadre d'une analyse d'impact relative à la protection de données et permettre la réalisation d'audits par l'ANCV ou un autre auditeur mandaté par l'ANCV, soumis à une obligation de confidentialité, et y contribuer.

10- communiquer à l'ANCV, dans les meilleurs délais et avec une célérité permettant à cette dernière de s'acquitter de ses obligations légales concernant toute demande contraignante de divulgation des données à caractère personnel émanant d'une autorité de maintien de l'ordre, sauf disposition contraire, telle qu'une interdiction de caractère pénal visant à préserver le secret d'une enquête policière.

### Article 3 – Sous-traitance

Le Porteur de projet peut faire appel à un sous-traitant (ci-après désigné le « Tiers sous-traitant ») pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'ANCV de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de Tiers sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement de données à caractère personnel sous-traitées, l'identité et les coordonnées du Tiers sous-traitant ainsi que les dates du contrat de sous-traitance. L'ANCV dispose d'un délai maximum de trois (3) mois à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'ANCV n'a pas émis d'objection pendant ce délai.

Le Tiers sous-traitant est tenu de respecter les obligations prévues par la présente annexe pour le compte et selon les instructions de l'ANCV. Il appartient au Porteur de projet de s'assurer que le Tiers sous-traitant présente des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du Règlement européen sur la protection des données. Si le Tiers sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des Données, le Porteur de projet demeure pleinement responsable envers l'ANCV de l'exécution par le Tiers sous-traitant de ses obligations dont il se porte fort.

### Article 4 – Droit d'information des Bénéficiaires

Le Porteur de projet doit, à la collecte des Données, fournir aux Bénéficiaires l'information relative aux traitements des Données qu'il réalise pour le compte de l'ANCV. A cet effet, le Sous-traitant des Données s'engage à :

1-informer les Bénéficiaires :

- des finalités de la collecte des Données
- de la durée de rétention de ces Données
- de la suppression de ces données passée la durée de leur conservation
- de leur droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle.

2-remettre et faire signer aux Bénéficiaires un formulaire comportant la mention suivante :

*« Les informations collectées par [A COMPLETER] directement auprès de vous, font l'objet d'un traitement ayant pour finalité principale la gestion du programme Seniors en Vacances, et finalités accessoires des opérations de contrôles de la mise en œuvre du Programme SEV, et la réalisation d'enquêtes de satisfaction. Ce traitement se fonde sur l'intérêt légitime de l'ANCV à s'assurer de la bonne exécution du Programme SEV. Ces informations sont à destination des services habilités de [A COMPLETER] et de l'ANCV ainsi qu'aux partenaires de l'ANCV et seront conservées pendant cinq (5) ans suivant leur collecte, dix (10) ans concernant des documents comptables.*

*Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, vous disposez des droits suivants sur vos données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit au retrait du consentement, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité. Vous pouvez également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données à caractère personnel après votre décès.*

*Pour exercer vos droits ou solliciter de plus amples informations concernant ce traitement, merci d'adresser votre demande à l'adresse suivante : ANCV, Délégué à la protection des données, 36 boulevard Henri Bergson, 95201 Sarcelles cedex. Nous vous recommandons de joindre la copie d'une pièce d'identité.*

*Sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)) ».*

3- obtenir le consentement exprès des personnes concernées pour la collecte des données de santé.

### **Article 5 – Exercice des droits des Bénéficiaires**

Le Porteur de projet s'engage à faciliter le traitement par l'ANCV des demandes d'exercice des droits des Bénéficiaires : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris profilage).

Lorsque les Bénéficiaires exercent auprès du Porteur de projet des demandes d'exercice des droits susvisés, le Porteur de projet s'engage à adresser ces demandes dès réception au Délégué à la protection des données de l'ANCV par courriel à l'adresse [dpo@ancv.fr](mailto:dpo@ancv.fr).

### **Article 6 – Notification des violations de Données**

Le Porteur de projet s'engage à notifier par écrit au Délégué à la protection des données de l'ANCV, par l'envoi d'un courriel à l'adresse [dpo@ancv.fr](mailto:dpo@ancv.fr), toute violation des Données dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures suivant sa prise de connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'ANCV, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

### **Article 7 – Collaboration du Porteur de projet**

1- Le Porteur de projet s'engage à collaborer avec l'ANCV pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des Données, et pour les besoins de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

2- Le Porteur de projet s'engage à se soumettre, dans les termes de l'article 4.17 des Conditions, à tout contrôle portant sur ses pratiques de protection, de collecte, de stockage et d'accessibilité aux Données, notamment par l'accès à tous les documents s'y rapportant.

### **Article 8 – Mesures de sécurité**

1- Le Porteur de projet s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- assurer la sécurité physique des Données
- sécuriser l'accès à ses locaux
- former ses collaborateurs à la sécurité informatique et à la protection des Données
- mettre en place une procédure de confidentialité et de sécurité de la transmission des Données.

2- L'ANCV s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- le chiffrement du transport des Données
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement des Données
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des Données et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Chaque Partie répond sur son champ de responsabilité en cas de manquement, au regard de l'exécution de l'obligation de sécurité imposée par le Règlement européen sur la protection des données.

En cas de mise en jeu de la responsabilité de l'ANCV résultant d'un manquement du Porteur de projet ou du Tiers sous-traitant dans la mise en œuvre d'une obligation de sécurité imposée par le Règlement européen sur la protection des données, le Porteur de projet devra intégralement garantir l'ANCV des conséquences en résultant. Le Porteur de projet s'engage, à cet égard, à faire son affaire personnelle de toute réclamation et toute procédure, qu'elles qu'en soient les formes et nature, formées contre l'ANCV par un tiers qui se rattacherait directement ou indirectement à une mise en jeu de la responsabilité de l'ANCV résultant d'un manquement du Porteur de projet ou du Tiers sous-traitant à la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et à la garantir de toutes condamnations qui seraient prononcées contre elle à cette occasion.

#### **Article 9 – Sort des Données**

Le Porteur de projet s'engage à détruire les Données collectées dans le cadre des présentes, à l'expiration du délai de cinq (5) ans susvisé. Cette destruction doit inclure la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Sous-traitant des Données.

Le Porteur de projet s'engage à justifier sans délai à l'ANCV de la destruction de ces données par l'envoi d'un courriel à l'adresse suivante : [dpo@ancv.fr](mailto:dpo@ancv.fr).

#### **Article 10 – Délégué à la protection des données du Porteur de projet**

Le Porteur de projet s'engage à communiquer par écrit à l'ANCV par l'envoi d'un courriel à l'adresse suivante : [dpo@ancv.fr](mailto:dpo@ancv.fr), le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du Règlement européen sur la protection des données.

#### **Article 11 – Obligations de l'ANCV vis-à-vis du Porteur de projet**

L'ANCV s'engage à :

- 1- documenter par écrit toute demande concernant le traitement des Données par le Porteur de projet
- 2- veiller, pendant toute la durée du traitement des Données, au respect par le Porteur de projet des obligations prévues par le Règlement européen sur la protection des données
- 3- superviser le traitement, via les contrôles diligentés en application de l'article 4.17 des Conditions.

#### **Article 12 – Transferts hors de l'Union Européenne**

Le Porteur de projet s'engage à ne pas transférer les Données vers un pays situé en-dehors de l'Espace Economique Européen ou à une organisation internationale sans l'accord préalable écrit de l'ANCV. Tout transfert de Données vers un pays tiers doit être fait en conformité avec les dispositions des articles 44 à 50 du Règlement européen sur la protection des données.



En cas de requête provenant d'une autorité administrative ou judiciaire reçue par le Porteur de projet, ce dernier s'engage à en informer immédiatement le Responsable de traitement.

**DEPARTEMENT  
du NORD  
ARRONDISSEMENT  
de LILLE**

**VILLE DE LILLE  
COMMUNE ASSOCIEE DE LOMME**

**COMMISSION ADMINISTRATIVE  
DE LA SECTION LOMMOISE  
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**

**SÉANCE  
Du 01 avril 2025**

L'an deux-mille-vingt-cinq, le 1<sup>er</sup> avril à 14h00, la Commission Administrative de la Section Lommoise du Centre d'Action Sociale s'est réunie sous la Présidence de Madame Claudie LEFEBVRE, Vice-Présidente du CCAS de Lomme,

Etaient présents : Mme Claudie LEFEBVRE, M. Alain GRILLET, M. Jacques SURRANS, M. Jean-Pierre STAELENS.

Etaient excusés : M. Arnaud MARCHAND, Mme Marie-Christine STANIEC-WAVRANT, Mme Justine RATELADE, Mme Khadidiatou VENIAT, Monsieur Olivier CAREMELLE Président du C.C.A.S de Lomme.

**2025/13 :      Financement Action PLIE 2025.**

Les maisons de l'emploi contribuent aux initiatives publiques et privées en faveur de l'emploi dans un territoire.

Portée par la Ville de Lille et ses communes associées Lomme et Hellemmes, l'Etat, le Pôle Emploi, la maison de l'emploi Lille Lomme Hellemmes est ouverte depuis janvier 2017.

Elle propose des offres de services en direction des entreprises, des salariés et des demandeurs d'emploi dans un souci de favoriser le développement local et l'accès à l'emploi.

Parmi cette offre de services, le plan lillois pour l'insertion et l'emploi a le rôle suivant :

- Il structure le partenariat local en faveur de l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi prioritaires ;
- Il active les financements pour adapter les actions aux besoins des publics du territoire ;
- Il organise la prise en charge individualisée des bénéficiaires jusqu'à l'accès ou le retour à l'emploi durable ;
- Il appuie les initiatives locales pour l'emploi et contre l'exclusion.

A ce titre, la section Lommoise du CCAS sollicite chaque année auprès du PLIE le financement d'un poste de conseiller professionnel chargé des publics demandeurs d'emploi de longue durée et/ou RSA, participants à l'action.

Les Conseillers professionnels PLIE ont pour principale mission la mise en étape des participants, tout en assurant une veille sur le respect des objectifs d'entrées et sur la bonne gestion des parcours des participants (en prévenant les fins d'étape) pour anticiper les filiarisations.

Les Conseillers PLIE assurent le suivi sur les lieux d'action en appui des référents d'étape et peuvent rencontrer le participant pour réaliser le bilan d'une étape et recueillir le besoin exprimé pour la suite du parcours.

Les Conseillers PLIE orientent, en lien avec les référents sur les offres d'emploi identifiées mais aussi vers les acteurs d'accès à l'emploi.

Une demande de subvention est adressée à ce titre au PLIE pour 2025 avec le budget prévisionnel suivant :

**Dépenses prévisionnelles : 51 876,16 €      Recette prévisionnelle sollicitée : 51 876,16 €**

Subvention du PLIE : 14 821,76 €

Subvention du FSE : 37 054, 40 €

Il est demandé au Conseil d'Administration de bien vouloir :

- ♦ **APPROUVER** ce budget prévisionnel 2025.
- ♦ **ADMETTRE** les recettes correspondantes au budget sur le chapitre 74.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

**Fait et délibéré, les jours, mois et an ci-dessus**

**Olivier CAREMELLE**  
  
**Maire de LOMME**  
**Président du C.C.A.S.**  
**Conseiller Départemental du Nord**



Publié le **14 AVR. 2025**  
Réception en Préfecture le

**DEPARTEMENT  
du NORD  
ARRONDISSEMENT  
de LILLE**

**VILLE DE LILLE  
COMMUNE ASSOCIEE DE LOMME**

**COMMISSION ADMINISTRATIVE  
DE LA SECTION LOMMOISE  
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**

**SEANCE  
Du 01 avril 2025**

L'an deux-mille-vingt-cinq, le 1<sup>er</sup> avril à 14h00, la Commission Administrative de la Section Lommoise du Centre d'Action Sociale s'est réunie sous la Présidence de Madame Claudie LEFEBVRE, Vice-Présidente du CCAS de Lomme,

Etaient présents : Mme Claudie LEFEBVRE, M. Alain GRILLET, M. Jacques SURRANS, M. Jean-Pierre STAELENS.

Etaient excusés : M. Arnaud MARCHAND, Mme Marie-Christine STANIEC-WAVRANT, Mme Justine RATELADE, Mme Khadidiatou VENIAT, Monsieur Olivier CAREMELLE Président du C.C.A.S de Lomme.

**2025/14 :** Subvention 2025 à l'association CIBB - Convention de partenariat entre le CIBB et le CCAS de Lomme.

Dans le cadre de l'intervention des services du CCAS, tels que l'Action Sociale et Insertion, la Maison des Seniors et le SSIAD, plusieurs situations problématiques demeurent actuellement préoccupantes, notamment celles liées à l'état du logement, à la précarité énergétique, et aux conditions de vie des occupants. Ces enjeux nécessitent des solutions opérationnelles adaptées sur notre territoire.

Depuis plusieurs années, le service Action Sociale et Insertion a déposé une demande de financement auprès du Département du Nord dans le cadre de l'appel à projet « soutien à l'innovation et à l'émergence de nouveaux projets ». La subvention accordée de 12 000 € a permis de mettre en place un partenariat spécifique avec le Chantier d'Insertion des Bois Blancs (CIBB), reconnu pour ses compétences en matière de réalisations techniques et pour son approche adaptée auprès des publics en difficulté.

Cependant, pour l'année 2025, cette subvention n'a pas été renouvelée par le Département. Néanmoins, le CCAS souhaite maintenir son partenariat avec le CIBB, considérant son rôle essentiel dans sa démarche d'accompagnement.

Dans des cas complexes, tels que le syndrome de Diogène, les entreprises classiques exercent leur droit de retrait face aux difficultés d'intervention, tandis que le CIBB assure la continuité du soutien.

Fort de l'expérience réussie de ce partenariat avec le CIBB ces dernières années, le CCAS propose de pérenniser cette collaboration. Le projet consiste en une intervention de proximité préventive auprès d'une dizaine de foyers lommois, visant à prévenir la dégradation irréversible de situations potentiellement critiques pour des publics en situation de vulnérabilité.

Ainsi, le CCAS de Lomme s'engage à développer une collaboration active avec le CIBB, spécifiquement sur l'intervention sur le bâti pour les publics en précarité énergétique. Il est proposé de mettre en place un partenariat formalisé par une convention annuelle, qui définirait les actions à réaliser par le CIBB ainsi que le financement envisagé.

Il est demandé au Conseil d'Administration de bien vouloir :

- ◆ **AUTORISER** le versement d'une subvention d'un montant de 4 000 € à l'association CIBB, au titre de l'année 2025 ;
- ◆ **AUTORISER** Monsieur le Président du CCAS de Lomme à signer la convention entre le CIBB et le C.C.A.S. de Lomme, ci-annexée ;
- ◆ **IMPUTER** la dépense sur les crédits votés au budget sur le chapitre 65.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

**Fait et délibéré, les jours, mois et an ci-dessus**

**Olivier CAREMELLE**

  
**Maire de LOMME**  
**Président du C.C.A.S.**  
**Conseiller Départemental du Nord**

Publié le **14 AVR. 2025**  
Réception en Préfecture le

## CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

### CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

#### ENTRE-LES SOUSSIGNES :

**Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Lomme**, représenté par son Président, Monsieur Olivier CAREMELLE, dûment habilité en cette qualité, par la délibération N°2024/34, en date du 14 juin 2024, désigné ci-après par "le CCAS", n°SIRET / 2 65 90 355 9 000 10, Code APE : 8899 B,

#### D'UNE PART,

ET :

**Le Centre d'insertion des Bois Blancs**, situé au 60 rue du Gal de la Bourdonnaye à Lille, agréé par l'Etat au titre des Ateliers et Chantiers d'Insertion, et représenté par son Président, Monsieur Stéphane BASQUIN,

#### D'AUTRE PART,

**IL A ETE CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :**

#### PREAMBULE

Le CCAS aide et conforte les associations s'inscrivant dans le développement de sa politique d'Action Sociale et de Solidarité.

Le CCAS de Lomme a souhaité s'impliquer dans une démarche d'intervention de proximité auprès de publics en précarité énergétique en collaborant avec le C.I.B.B sur le volet intervention sur le bâti.

Dans le cadre de cette action d'accompagnement de ces publics spécifiques financée par le Département par suite d'un appel à projet soutien à l'innovation et émergence de nouveaux projets « lutte contre la précarité énergétique », les compétences du CIBB sont mobilisées aux fins de réalisations techniques adaptées.

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le CCAS apporte son soutien aux activités d'intérêt général que l'Association entend poursuivre conformément à ses statuts. L'Association s'engage à mettre en œuvre, à son initiative et sous son entière responsabilité, en cohérence avec les politiques publiques auxquelles concourent le CCAS, la mise en place et la réalisation des actions telles que précisées à l'article 2 ci-après.

La présente convention est conclue en application des dispositions de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

## **ARTICLE 2 : OBJECTIFS ET ACTIVITES DE L'ASSOCIATION PRIS EN COMPTE**

Les activités de l'Association prises en compte par le CCAS au titre de la présente convention sont les suivantes :

- Procéder à l'évaluation technique et financière de situations de logements dégradés par des visites à domicile concertées avec le CCAS
- Assurer la réalisation de menues réparations ou petits travaux par l'intermédiaire des équipes, de ses ateliers ou chantiers d'insertion
- Proposer une intervention adaptée et personnalisée aux situations complexes en partenariat avec le CCAS.

## **ARTICLE 3 : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT**

3.1 - Afin de soutenir les actions de l'Association mentionnées à l'article 2 ci-dessus, et à la condition qu'elle respecte toutes les clauses de la présente convention, le CCAS s'engage à verser à l'Association une subvention annuelle de fonctionnement.

3.2 - Pour les activités se déroulant au cours de l'année 2025, le montant de la subvention de fonctionnement que le CCAS s'engage à verser à l'Association s'élève à 4 000 €.

La subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués au compte de l'Association sous réserve du respect par l'Association des obligations mentionnées à l'article 2.

Toute nouvelle activité de l'association dans le cadre de la convention, à l'exclusion de l'article 2, devra faire l'objet d'une concertation puis d'un avenant à la convention, soumis au représentant légal du CCAS de LOMME

3.4 - Le versement de la subvention annuelle de fonctionnement s'effectuera pour l'année en cours de la manière suivante :

Cette somme sera versée au compte de l'association (sous réserve de production de toutes les pièces comptables) dès signature de la convention.

En cas de non-respect par l'Association de l'un ou l'autre de ses engagements contractuels, notamment en matière de contrôle (production du rapport d'activité, des comptes annuels...), le(s) versement(s) indiqué(s) ci-dessus sera (seront) suspendu(s) par le CCAS. Cette mesure de suspension ne fera pas obstacle, le cas échéant, à la résiliation de la convention dans les conditions précisées à l'article 9 ci-après.

#### **ARTICLE 4 : AIDES COMPLEMENTAIRES APPORTEES PAR LE CCAS**

NEANT.

Toute nouvelle activité de l'association dans le cadre de la convention, à l'exclusion de l'article 2, devra faire l'objet d'une concertation puis d'un avenant à convention, soumis au représentant légal du CCAS de LOMME

#### **ARTICLE 5 : COMMUNICATION**

L'Association s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels édités par elle le soutien apporté par la Commune et le CCAS :

- Sous forme de logo et/ou avec la mention « Avec le soutien de la Commune »,
- La mention et/ou le logo des partenaires financiers devra être de taille similaire et présentés de manière visible.

La mention et/ou le logo devra apparaître sur l'ensemble des parutions et documents de communication de l'association (programmes, affiches, affichettes, plaquettes, dépliants, catalogues, tracts, cartons d'invitation, flyers, dossiers de presse, signalétique, site Internet, newsletter).

L'Association s'engage à transmettre en amont au CCAS des informations sur les manifestations qu'elle organise et à faire parvenir au CCAS ses documents de communication à destination du public.



## **ARTICLE 6 : SUIVI ET RAPPORTS**

### **6.1 - Suivi et rapports des activités**

L'Association rendra compte régulièrement au CCAS de ses actions au titre de la présente convention.

### **6.2 - Contrôle financier**

#### **6.2.1. Compte rendu financier**

Au plus tard, le 30 juin de l'année N+1, l'Association transmettra également au CCAS un compte rendu financier attestant de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention (budget prévisionnel par activité/budget réalisé par activité). Ce document devra décrire les méthodes d'affectation retenues par activité et notamment justifier les clefs de répartition des charges et produits. Il devra également être conforme aux dispositions de l'arrêté du premier ministre du 11 octobre 2006 publié au J.O. du 14 octobre 2006.

#### **6.2.2. Autres engagements de l'Association relatifs au suivi**

Les comptes de l'Association sont établis pour un exercice courant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité par référence au règlement 99.01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation Comptable et à faire approuver ses comptes par les organes compétents au plus tard dans les six mois qui suivent la clôture des comptes N+1. Le cas échéant, les aides apportées par la Commune, le CCAS et les autres partenaires de l'Association seront valorisées.

L'Association transmettra au plus tard le 15 janvier de l'année N son budget prévisionnel au titre de l'année N, à l'appui du dossier de demande de subvention.

### **6.3 - Suivi exercé par le CCAS**

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le CCAS, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation des aides attribuées et d'une manière générale de la bonne exécution de la présente convention.

A cet effet, le Service Habitat Logement du Pôle Solidarité est plus particulièrement chargé du contrôle de l'Association.

Sur simple demande du CCAS, l'Association devra lui communiquer tous documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion utile. Dans ce cadre, l'Association s'engage en particulier à lui communiquer les procès-verbaux des assemblées générales et du conseil d'administration ainsi que la composition du conseil d'administration et du bureau.

En outre, l'Association devra informer le CCAS des modifications intervenues dans les statuts ou dans les instances susvisées.

#### 6.4 - Paraphe du président de l'Association

Tout document (rapport d'activité, comptes annuels...) transmis au CCAS devra être revêtu du paraphe du président, représentant légal de l'Association.

### ARTICLE 7 : ASSURANCES

L'Association exerce les activités mentionnées à l'article 2 ci-dessus sous sa responsabilité exclusive.

Elle s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir les conséquences pécuniaires de responsabilité qu'elle est susceptible d'encourir vis à vis des tiers, des usagers ou des agents de la Commune, du CCAS à propos de tous les dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs ou non, pouvant survenir du fait de ses activités de manière que la responsabilité de la Commune, du CCAS ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée.

L'association s'engage à justifier de la souscription de ces polices ainsi que du paiement des primes correspondantes dans les 8 jours suivants la demande du CCAS.

### ARTICLE 8 : PRISE D'EFFET - DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de 1 an portant sur l'exercice 2025 avec prise d'effet au 01 janvier 2025.

### ARTICLE 9 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le CCAS et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

### ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, le CCAS pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de 2 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation dans les conditions précitées implique la restitution des subventions versées par la Commune, le CCAS.

En cas de litiges, les deux parties reconnaissent que la seule juridiction compétente est le tribunal de Lille, 143, rue Jacquemars Giélée BP2039, F-59014 Lille Cedex. E-mail : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr).

Tél. 03 20 63 13 00. Fax 03 20 30 68 40.

#### **ARTICLE 11 : PIECES ANNEXES**

Les pièces suivantes sont annexées à la présente convention : NEANT

Fait à LOMME, le

Monsieur Stéphane BASQUIN

Président CIBB

Monsieur Olivier CAREMELLE

Président du CCAS de LOMME

**DEPARTEMENT  
du NORD  
ARRONDISSEMENT  
de LILLE**

**VILLE DE LILLE  
COMMUNE ASSOCIEE DE LOMME**

**COMMISSION ADMINISTRATIVE  
DE LA SECTION LOMMOISE  
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**

**SEANCE  
Du 01 avril 2025**

L'an deux-mille-vingt-cinq, le 1<sup>er</sup> avril à 14h00, la Commission Administrative de la Section Lommoise du Centre d'Action Sociale s'est réunie sous la Présidence de Madame Claudie LEFEBVRE, Vice-Présidente du CCAS de Lomme,

Etaient présents : Mme Claudie LEFEBVRE, M. Alain GRILLET, M. Jacques SURRANS, M. Jean-Pierre STAELENS.

Etaient excusés : M. Arnaud MARCHAND, Mme Marie-Christine STANIEC-WAVRANT, Mme Justine RATELADE, Mme Khadidiatou VENIAT, Monsieur Olivier CAREMELLE Président du C.C.A.S de Lomme.

**2025/15 :** Adhésion U.N.C.C.A.S au titre de l'année 2025.

Vu l'appel à cotisation dressé par l'UNCCAS au titre de l'année 2025, pour un montant de 1040,47 € ;

Compte tenu de l'intérêt pour le CCAS d'adhérer à cette union qui apporte soutien, conseil et formation et assure la représentation du CCAS aux niveaux national et départemental,

Il est demandé au Conseil d'Administration de bien vouloir :

- ◆ **ADHERER** à l'UNCCAS au titre de l'année 2025 pour un montant de 1040,47 € ;
- ◆ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits prévus à cet effet au budget principal du CCAS au chapitre 011.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

**Fait et délibéré, les jours, mois et an ci-dessus**

 **Olivier CAREMELLE**  
Maire de LOMME  
Président du C.C.A.S. *y*  
Conseiller Départemental du Nord

Publié le **14 AVR. 2025**  
Réception en Préfecture le



**DEPARTEMENT  
du NORD  
ARRONDISSEMENT  
de LILLE**

**VILLE DE LILLE  
COMMUNE ASSOCIEE DE LOMME**

**COMMISSION ADMINISTRATIVE  
DE LA SECTION LOMMOISE  
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**

**SEANCE  
Du 01 avril 2025**

L'an deux-mille-vingt-cinq, le 1<sup>er</sup> avril à 14h00, la Commission Administrative de la Section Lommoise du Centre d'Action Sociale s'est réunie sous la Présidence de Madame Claudie LEFEBVRE, Vice-Présidente du CCAS de Lomme,

Etaient présents : Mme Claudie LEFEBVRE, M. Alain GRILLET, M. Jacques SURRANS, M. Jean-Pierre STAELENS.

Etaient excusés : M. Arnaud MARCHAND, Mme Marie-Christine STANIEC-WAVRANT, Mme Justine RATELADE, Mme Khadidiatou VENIAT, Monsieur Olivier CAREMELLE Président du C.C.A.S de Lomme.

**2025/16 :** Subvention 2025 à l'association V.R.A.C. Hauts-de-France.

Par délibération n°2023/42 du Conseil d'Administration du 16 octobre 2023 a été autorisée la signature d'une convention avec l'association VRAC Hauts-de-France pour le développement de groupements d'achats alimentaires qualitatifs (Bio, locaux et responsables) dans le quartier Marais à Lomme.

Le CCAS de Lomme a souhaité soutenir l'association VRAC Hauts-De-France pour la réalisation de ces actions permettant d'agir sur l'accessibilité à une alimentation de qualité (équitable, saine et durable).

**Bilan 2024**

10 épiceries ont été organisées au sein de la Maison des Solidarités du Marais, à raison d'une par mois (sauf en juillet et en août).

Les adhérents sont au nombre de 102, dont 65 résident à Lomme (64%).

Environ 50 commandes sont effectuées chaque mois. Près de 30% des commandes sont faites suivant le tarif bleu (-50% du prix producteur) pour les bénéficiaires des minimas sociaux, les quotients familiaux inférieurs à 400€, les étudiants boursiers ou en situation de grande difficulté économique.

11 bénévoles en moyenne participent à la mise en place de l'épicerie éphémère.

12 animations ont été réalisées depuis novembre 2023, totalisant 227 participants :

- 5 animations "découverte du projet VRAC, du groupement d'achats et de l'association"
- 3 ateliers cuisine
- 1 visite de producteur
- 1 ciné-débat (festival Alimenterre le 29 novembre 2024 avec le documentaire « La théorie du Boxeur » diffusé à l'auditorium de la médiathèque Odysée en partenariat avec la Ville)
- 1 atelier "Découverte du label bio" avec Aprobio
- 1 visite de ferme

Il est demandé au Conseil d'Administration de bien vouloir :

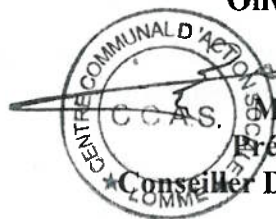
- ♦ **AUTORISER** le versement à l'association VRAC Hauts-de-France d'une subvention 2025 au titre de l'année de 2024 d'un montant de 2500 € (SIRET 902 434 729 000 15).
- ♦ **IMPUTER** les crédits de paiement correspondants au Chapitre 65.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

**Fait et délibéré, les jours, mois et an ci-dessus**

**Olivier CAREMELLE**



**Maire de LOMME**

**Président du C.C.A.S.**

**Conseiller Départemental du Nord**

Publié le **14 AVR. 2025**  
Réception en Préfecture le

**DEPARTEMENT  
du NORD  
ARRONDISSEMENT  
de LILLE**

**VILLE DE LILLE  
COMMUNE ASSOCIEE DE LOMME**

**COMMISSION ADMINISTRATIVE  
DE LA SECTION LOMMOISE  
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**

**SEANCE  
Du 01 avril 2025**

L'an deux-mille-vingt-cinq, le 1<sup>er</sup> avril à 14h00, la Commission Administrative de la Section Lommoise du Centre d'Action Sociale s'est réunie sous la Présidence de Madame Claudie LEFEBVRE, Vice-Présidente du CCAS de Lomme,

Etaient présents : Mme Claudie LEFEBVRE, M. Alain GRILLET, M. Jacques SURRANS, M. Jean-Pierre STAELENS.

Etaient excusés : M. Arnaud MARCHAND, Mme Marie-Christine STANIEC-WAVRANT, Mme Justine RATELADE, Mme Khadidiatou VENIAT, Monsieur Olivier CAREMELLE Président du C.C.A.S de Lomme.

**2025/17 : Contribution de solidarité 2025 à la Banque Alimentaire du Nord.**

Les banques alimentaires font le lien entre lutte contre la pauvreté alimentaire et exclusion, lutte contre le gaspillage alimentaire et appel à la solidarité.

Leur rôle est de récupérer des denrées auprès du secteur agro-alimentaire et de la distribution, des programmes d'aide alimentaire européens et nationaux ou auprès des particuliers, puis de les distribuer aux associations et organismes sociaux qui soutiennent les plus démunis.

Le CCAS, dans le cadre du projet d'épicerie solidaire, a comme partenaire l'association « Banque Alimentaire du Nord » qui participe pour environ 20% de son approvisionnement.

La convention de partenariat avec la Banque Alimentaire du Nord, adoptée par la délibération n°2024/57 du Conseil d'Administration du 14 octobre 2024, et renouvelable par tacite reconduction pour quatre ans, prévoit une contribution de solidarité annuelle représentant une participation aux frais de fonctionnement ainsi qu'une adhésion, dont le montant est fixé par l'assemblée générale de la Banque Alimentaire chaque année.

Pour 2025, le montant de la contribution de solidarité est fixé à 1115 €.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu le Règlement de l'Action Sociale ;



Il est demandé au Conseil d'Administration de bien vouloir :

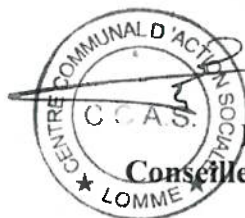
- ♦ **AUTORISER** le paiement de la contribution de solidarité à la Banque Alimentaire du Nord, s'élevant à 1 115€ pour l'année 2025 ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense sur les crédits inscrits au budget.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

**Fait et délibéré, les jours, mois et an ci-dessus**

**Olivier CAREMELLE**



**Maire de LOMME**  
**Président du C.C.A.S.**  
**Conseiller Départemental du Nord**

Publié le **14 AVR. 2025**  
Réception en Préfecture le



**Banque Alimentaire**  
du Nord

**PORT DE LILLE**  
**2° RUE – BATIMENT A**  
**59000 LILLE**

CCAS Lomme  
Monsieur le Président du CCAS  
Epicerie solidaire "chez Serge"  
417, avenue de Dunkerque  
59160 LOMME

N° de facture **CT 03-2025**  
Date **06 janvier 2025**  
N° Client **2590001**

Intitulé : CHORUS - APPEL COTISATION annuelle 2025

Quantité	Désignation	Prix unit ttc	Prix total ttc
1	Cotisation annuelle 2025	15 €	15 €

**Total TTC en euros 15 €**

En votre aimable règlement,  
Cordialement,

Coordonnées bancaires Banque Alimentaire du Nord :

- IBAN : FR 76 3002 7174 1100 0246 13 60 162
- BIC : CMCIFRPP



**Banque Alimentaire**  
du Nord

**PORT DE LILLE**  
**2° RUE – BATIMENT A**  
**59000 LILLE**

CCAS Lomme  
Monsieur le Président du CCAS  
Epicerie solidaire "chez Serge"  
417, avenue de Dunkerque  
59160 LOMME

N° de facture **CS 03-2025**  
Date **06 janvier 2025**  
N° Client **2590001**

Intitulé : CHORUS - APPEL contribution solidarité 2025

Quantité	Désignation	Prix unit ttc	Prix total ttc
100	Contribution solidarité 2025	11 €	1100 €

**Total TTC en euros 1100 €**

En votre aimable règlement,  
Cordialement,

Coordonnées bancaires Banque Alimentaire du Nord :

- IBAN : FR 76 3002 7174 1100 0246 13 60 162
- BIC : CMCIFRP

**DEPARTEMENT  
du NORD  
ARRONDISSEMENT  
de LILLE**

**VILLE DE LILLE  
COMMUNE ASSOCIEE DE LOMME**

**COMMISSION ADMINISTRATIVE  
DE LA SECTION LOMMOISE  
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**

**SEANCE  
Du 01 avril 2025**

L'an deux-mille-vingt-cinq, le 1<sup>er</sup> avril à 14h00, la Commission Administrative de la Section Lommoise du Centre d'Action Sociale s'est réunie sous la Présidence de Madame Claudie LEFEBVRE, Vice-Présidente du CCAS de Lomme,

Etaient présents : Mme Claudie LEFEBVRE, M. Alain GRILLET, M. Jacques SURRANS, M. Jean-Pierre STAELENS.

Etaient excusés : M. Arnaud MARCHAND, Mme Marie-Christine STANIEC-WAVRANT, Mme Justine RATELADE, Mme Khadidiatou VENIAT, Monsieur Olivier CAREMELLE Président du C.C.A.S de Lomme.

**2025/18 :** Mise en place du dispositif « PANIERS » - Convention entre l'association BIO en Hauts-de- France et le CCAS de Lomme.

Afin de lever les freins à une alimentation qualitative, il est possible de distribuer des paniers de produits bio et locaux, à un coût réduit, aux personnes en situation de précarité alimentaire. Les structures coordinatrices, Bio en Hauts-de-France, le Réseau des AMAP Hauts-de-France et les Jardins de Cocagne Hauts-de-France, se sont associés afin de porter un dispositif nommé « P.A.N.I.E.R.S. » (Pour l'Accès à une Nourriture Inclusive, Ecologique, Régionale et Solidaire).

Le principe du dispositif est de permettre une distribution de paniers de produits bio et locaux aux usagers en situation de précarité alimentaire.

50% du montant du panier est pris en charge par la MEL et le département, le solde est à la charge du bénéficiaire.

Le CCAS propose le dispositif aux habitants, gère la logistique de la distribution et l'encaissement des participations des usagers pour le compte de Bio en Hauts de France, qui conserve la gestion de la relation avec le maraîcher et de sa rétribution.

Au-delà de la livraison de paniers (déjà constitués), le dispositif prévoit diverses activités à organiser directement avec les interlocuteurs locaux :

- Visite de fermes,
- Cueillettes participatives sur fermes,
- Ateliers « lecture et compréhension des étiquettes »,
- Conférence autour d'un film/reportage, etc.

Le dispositif ne repose pas sur un principe d'engagement pour les usagers. Les commandes peuvent se faire au fil de l'eau. Le dispositif met en place un accompagnement, via des animations de terrain, pour faciliter le changement d'habitudes alimentaires (ateliers de cuisine, tests de nouvelles techniques culinaires, équilibres alimentaires, lectures d'étiquettes...).

A ce jour, à l'échelle de la Région des Hauts-de-France, 7 territoires sont engagés dans le dispositif. Pour chaque territoire partenaire, des circuits d'approvisionnement sont instaurés en fonction de la localisation (Ex : le Jardin de Cocagne à Villeneuve d'Ascq, Ennetières-en-Weppes, etc..).

L'action présente plusieurs opportunités :

- Contribuer à la réduction des inégalités sociales
- Permettre la relocalisation de la production et de l'alimentation
- Favoriser la construction et la consolidation de filières bio locales et équitables
- Offrir aux habitants du territoire une alimentation saine et de qualité
- Lever les freins géographiques, sociaux, culturels et psychologiques au changement de comportement alimentaire
- Accroître l'autonomie alimentaire en permettant à chacun de faire des choix appropriés à ses besoins, à ses moyens en tenant compte des enjeux tels que la santé et l'environnement
- Favoriser une économie alimentaire : garantir un revenu décent aux producteurs engagés dans le dispositif

Les objectifs du dispositif sont de :

- Toucher un maximum de personnes en situation de précarité sociale et,
- Proposer un accompagnement global et non un dispositif d'aide alimentaire,
- Impliquer des personnes dans le processus de réappropriation de leur alimentation, en leur demandant un engagement personnel pour améliorer, à leur niveau, notre système alimentaire,
- Maintenir la participation systématique des usagers au financement de leurs paniers.

Ce dispositif s'inscrit dans la stratégie sur le volet de la Justice Alimentaire, conformément à l'engagement « *mettre en place le dispositif P.A.N.I.E.R.S. pour les bénéficiaires du CCAS* », inscrit dans la priorité 4 de la feuille de route « L'homme en TransitionS » mais également dans le plan de justice sociale.

Il est demandé au Conseil d'Administration de bien vouloir :

- ◆ **AUTORISER** la signature de la convention entre l'association BIO en Hauts-de-France et le CCAS de Lomme, ci-annexée ;
- ◆ **ADMETTRE** en recettes les participations des usagers, sur les lignes budgétaires correspondantes ;
- ◆ **IMPUTER** les crédits de paiement correspondant au reversement des participations des usagers, sur les lignes budgétaires correspondantes.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

**Fait et délibéré, les jours, mois et an ci-dessus**

**Olivier CAREMELLE**  
**Maire de LOMME**  
**Président du C.C.A.S.**  
**Conseiller Départemental du Nord**

Publié le **14 AVR. 2025**  
Réception en Préfecture le



**CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE**  
**LE CCAS DE LOMME**  
**ET L'ASSOCIATION BIO EN HAUTS-DE-FRANCE**

**Entre les Soussignés :**

Le CCAS de la ville sis 72 Avenue de la République à Lomme  
Représenté par : Monsieur Olivier CAREMELLE, Président du CCAS et Maire de Lomme,

**Et, d'une part,**

Le Groupement Régional Bio en Hauts-de-France,  
Association au service des agriculteurs, des collectivités et de l'ensemble des acteurs de  
la filière, sise 26, rue du Général de Gaulle, 59133 PHALEMPIN,  
Représenté par : Madame TABARY Sophie d'autre part,

**IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

Article 1 : Principes généraux

Le dispositif P.A.N.I.E.R.S. est né de la volonté des acteurs de l'agriculture biologique des Hauts de France de faciliter l'accès aux produits issus de l'agriculture biologique régionale aux publics en situation de précarité sociale et financière.

Constatant que les inégalités socio-économiques et culturelles, très fortes en région, sont très souvent synonymes d'inégalités en termes de cadre de vie, de qualité de l'alimentation, de santé et considérant l'accès à une alimentation saine et durable comme un droit élémentaire, les membres fondateurs du dispositif, Bio en Hauts-de-France, le réseau des Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne (AMAP) Hauts-de-France et les Jardins de Cocagne Hauts-de France, ont décidé d'unir leurs forces pour contribuer à réduire ces inégalités en agissant pour le « mieux-vivre » alimentaire de tous.

La déclinaison du sigle P.A.N.I.E.R.S. résume bien à elle seule l'ambition :  
**Pour l'Accès à une Nourriture Inclusive, Écologique, Régionale et Solidaire.**

Le dispositif propose de lever les freins à l'alimentation durable en distribuant des paniers de produits bio et locaux à moindre prix aux personnes en situation de précarité alimentaire (dont le Quotient Familial est inférieur ou égale à 1200 € par mois, dont les personnes non imposables et situées sur la première tranche d'imposition).  
Il propose également un accompagnement sur la durée au changement d'habitudes alimentaires, au travers d'ateliers de sensibilisation et de formations (atelier cuisine aux thématiques diverses : saisonnalité, zéro déchet, conservation des légumes..., atelier jardinage, atelier lecture d'étiquettes et labels, balade reconnaissance des plantes sauvages comestibles, visite de ferme, etc...).



La philosophie de ce dispositif se décline comme suit :

- Toucher un maximum de personnes en situation de précarité sociale et,
- Proposer un accompagnement global et non un dispositif d'aide alimentaire,
- Impliquer des personnes dans le processus de réappropriation de leur alimentation, en leur demandant un engagement personnel pour améliorer, à leur niveau, notre système alimentaire,
- Maintenir la participation systématique des usagers au financement de leurs paniers.

Les usagers s'engagent à :

- Participer au co-financement des produits qui leur seront livrés dans le cadre du dispositif,
- Participer aux ateliers collectifs qui les intéressent/interpellent sur les enjeux alimentaires,
- Participer à l'évaluation du dispositif.

Concrètement, les personnes relevant de l'opération bénéficient de paniers d'une valeur de 10 € TTC ou de 20 € TTC, il sera demandé aux usagers une participation financière de 5 € ou 10 € selon le format choisi. Ainsi la moitié du prix du panier sera pris en charge par le dispositif.

L'action est financée et soutenue dans le cadre de la Stratégie Alimentaire de la Ville de Lomme par la MEL, la Région, le Département du Nord, la Ville de Lille et l'Etat via l'appel à projets Mieux manger pour tous.

#### Article 2 : Conditions spécifiques de fonctionnement - commandes et livraisons des Paniers

Les paniers seront fournis par Elise CANION, maraîchère Bio installée à Marcq-en-Barœul et Gauthier MICHAL, maraîcher Bio à Quesnoy-sur-Deûle.

Le CCAS est chargé de centraliser les commandes sur le fichier dédié, après vérification de l'éligibilité des usagers au dispositif. La possibilité de passer commande sera ouverte jusqu'à une semaine avant la distribution auprès de CCAS de Lomme.

Les commandes sont livrées au CCAS juste avant la distribution aux usagers, au pôle Michelet situé 112 rue du Vingtième Siècle à Lomme. Le CCAS pourra préciser des instructions plus précises ou modifier celles-ci en fonction du calendrier ou en cas d'indisponibilité du lieu, en s'engageant à prévenir les distributeurs dans un délai respectable pour leur permettre de modifier leur organisation.

Le CCAS se charge de réceptionner et de contrôler la réception des paniers et des œufs commandés, et d'organiser la logistique de distribution.

La distribution se déroule en quinzaine le vendredi matin ; les commandes sont à récupérer sur le point de vente suivant : Pôle Michelet situé 112 rue du Vingtième Siècle à Lomme. Les commandes seront remises aux usagers ayant passé commande ou à la personne de leur choix, sur présentation du justificatif remis lors du paiement.

En cas d'impossibilité pour l'utilisateur de venir retirer sa commande sur le créneau de distribution, il n'aura pas possibilité de la récupérer et elle sera conservée par le CCAS qui la proposera à une association à vocation sociale.

Les commandes non récupérées par les usagers ne seront pas remboursées.

L'utilisateur atteste avoir récupéré sa commande par la signature d'un bordereau de remise, sur lequel il est invité à signaler tout problème (article manquant ou cassé), qui sera ensuite remonté au distributeur maraîcher.

#### Article 3 : Conditions spécifiques de fonctionnement - participation des usagers.

Le CCAS est chargé de l'encaissement des participations des usagers, de son suivi et de la conservation des fonds jusqu'à leur reversement à Bio Hauts-de-France. Il prend notamment toute disposition permettant de sécuriser la conservation des fonds et de contrôler la régularité des versements (faux billets notamment).

La part payée par les usagers sera encaissée par la régie "Action sociale" du CCAS, contre remise d'un justificatif de paiement, en une fois lors de la commande et dans tous les cas au plus tard une semaine avant la distribution.

Une commande qui n'est pas payée à cette date sera automatiquement annulée.

En cas d'annulation de la commande du fait du distributeur ou du CCAS, les participations seront remboursées aux usagers par le CCAS, sur remise du justificatif de versement.

#### Article 4 : Conditions spécifiques de fonctionnement - reversement des fonds

Bio en Hauts de France émet à l'attention du CCAS de Lomme une demande de reversement selon une périodicité trimestrielle ; cette demande récapitule l'ensemble des commandes distribuées sur la période.

Le CCAS dresse un état des participations encaissées pour chaque distribution, et si celui-ci concorde avec la demande de Bio en Hauts-de-France, émet un ordre de reversement dans un délai de 30 jours après réception de la demande.

Dans le cas où l'état de participation ne coïncide pas avec le montant attendu, le CCAS fait part de ses observations à Bio en Hauts-de-France dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande.

Si Bio en Hauts-de-France accepte ces observations, la demande de reversement est corrigée et renvoyée.

Le reversement est effectué par virement bancaire.

Article 5 : Animations du dispositif

En parallèle de la livraison des paniers, des ateliers et animations seront proposés par Bio en Hauts-de-France pour accompagner les habitants/usagers au bien-vivre alimentaire. Le CCAS s'engage à étudier, en lien avec la Ville de Lomme, la possibilité de mettre à disposition à Bio en Hauts-de-France des locaux pour l'organisation de ces ateliers.

Ces actions sont intégralement prises en charge par Bio en Hauts-de-France. Aucun frais supplémentaire ne sera facturé au CCAS.

Article 6 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an renouvelable à compter du 01/05/2025 jusqu'au 01/05/2026, sauf dénonciation par lettre recommandée avec avis de réception adressée par l'une des parties qui souhaite mettre fin moyennant un préavis d'un mois.

A ..... Le .....

Pour le CCAS de Lomme,

Pour Bio en Hauts-de-France,

Monsieur O. CAREMELLE

Madame S. TABARY